

# LES CAHIERS DE L'INSTITUT

## Histoire de notre solidarité internationale



1810-1873 - Avant-propos Thierry Roy	page 3
1864-1895 - L'internationalisme s'éveille et se structure	page 5
1892-2006 - La longue marche du syndicalisme international	page 8
1948/ 1987 - L'Internationalisme au service de la paix	page 30
1942-1968 - L'aspiration à l'unité des travailleurs du monde	page 32
1830-1979 - La lutte contre le colonialisme	page 36
1889-2003 - Le 1 <sup>er</sup> mai, journée de solidarité internationale des travailleurs	page 44
1923-2015 - Du Secours rouge international au Secours populaire	page 49
1903-2014 - L'Orphelinat Syndical	page 52
Morceaux choisis « Il pleut sur l'exposition coloniale »	page 55
Dans un prochain numéro « Aux quatre coins du monde »	page 55

**Rédaction :** Ihs Cgt Cheminots

**Ont participé à la rédaction de ce n° :** Patrick Chamaret, Lucien Lecanu, Caroline Chalier, Thierry Roy

**Coordination :** Adèle Di Muccio

**Conception et Impression :** Rivet Presse Edition - Limoges

IHS CGT des cheminots 263, rue de Paris – Case 546 – 93515 Montreuil Cedex – Tél : 01 55 82 84 40

Ihs@cheminotcgt.fr – www.Ihs.cheminotcgt

Les cahiers de l'Institut – ISSN : 2101-37211











Invasion, Le siège, la Commune, 1870-1871. D'après des peintures, gravures, photographies, sculptures, médailles autographes, objets du temps - Armand Dayot. Coll. BnF.

L'Internationale a imprégné dans la conscience des prolétaires la conviction que la libération du travail du joug du capital ne pouvait être limitée aux frontières d'un seul pays, mais que c'était, au contraire, une question qui les concernait tous.

Pareillement, grâce à l'Internationale, les ouvriers ont compris que leur émancipation ne pouvait être conquise que par eux-mêmes, par leur capacité à s'organiser, et qu'elle ne pouvait être déléguée à d'autres. Enfin, l'Internationale a répandu parmi les travailleurs la prise de conscience que leur esclavage n'allait cesser qu'avec le dépassement du mode de production capitaliste et du travail salarié, puisque les améliorations au sein du système en vigueur, qu'il fallait tout de même poursuivre, n'allaient pas changer leur dépendance économique des oligarchies patronales.<sup>13</sup>

La loi de 1884 sur la liberté syndicale<sup>14</sup> légifèrera en fait



Le Petit journal. Supplément du dimanche, 13 janvier 1895. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

sur une liberté déjà prise, comme le remarquera Clémentaire ultérieurement, car encouragées par l'Association internationale des travailleurs, les chambres syndicales se sont multipliées en France. Cette loi met donc fin à cette situation : « *Les syndicats ou associations professionnelles [...] pourront se constituer librement sans l'autorisation du Gouvernement.* » (Article 2).

De leur côté, avec des moyens à l'appui, les compagnies ferroviaires s'internationalisent et mettent en place en 1885, l'Association internationale du Congrès des Chemins de fer (AICCF)<sup>15</sup> avec les représentants des gouvernements et réseaux des pays les plus avancés en matière ferroviaire afin de définir une orientation des techniques futures, des emplois et des organisations du travail... À la lumière des politiques mises en place par les uns et les autres.<sup>16</sup> Une solidarité patronale en quelque sorte, pour une exploitation convergente des employés des chemins de fer.

Pourtant, vers 1889, le climat change, l'épisode sans lendemain du boulangisme<sup>17</sup> a fait prendre conscience à la gauche du danger tant du militarisme et du patriotisme, alors que les monarchistes en appellent au coup d'État. Des voix s'élèvent, y compris dans le mouvement social, contre les débordements chauvins qui se manifestent notamment lors de l'Affaire Dreyfus.<sup>18</sup>

En Août 1890, la chambre syndicale des employés des chemins de fer tient son premier congrès du 24 au 26 avril. Elle rassemble 33 sections sur les 44 existantes ainsi les employés et ouvriers de toutes catégories et toutes compagnies confondues pourront se regrouper, fondus en un seul Corps. Élabore un programme revendicatif sur la réglementation et la durée du travail, les retraites, la nationalisation des chemins de fer... Elle se dotera d'un journal « Le Réveil des travailleurs de la voie ferrée », le n° 1 paraît le 25 mars 1892.

La III<sup>e</sup> République, qui a déjà vingt-quatre ans en 1894, affronte crises politiques (le boulangisme, l'affaire Dreyfus, le scandale du canal de Panama...) et les instabilités gouvernementales et présidentielles, auxquelles s'ajoute le traumatisme de l'annexion de l'Alsace et de la Moselle par l'Allemagne (1871) qui alimente les nationalismes les plus extrêmes.

13. La première internationale et son histoire Marcello Musto, 2014, Ed. la pensée.

14. Sur la liberté d'association en 1901.

15. Créé le 13 décembre 1884, la Commission internationale du Congrès des chemins de fer. Reconstitué en septembre 1919 puis de nouveau en novembre 1939. A cessé d'exister en janvier 2005.

16. L'UIC sera créée à Paris le 17 octobre 1922 en tant qu'administration ferroviaire permanente axée sur le trafic international pour la normalisation et l'amélioration des conditions de construction et d'exploitation des chemins de fer.

17. Un programme en trois mots : « *Dissolution, Révision, Constituante* » Le boulangisme, un populisme protestataire Michel Winock Dans Après-demain 2017/3 (N° 43, NF), p. 34- 36.

18. Jeannine Marest, Cgt et la paix, jalons historiques, cahiers ihs national, mars 2022.



# La longue marche du syndicalisme international



La Tribune de la voie ferrée, n° 1, 7 mars 1898. Coll. IHS-CGT cheminots, 2 C.

Dès la parution du premier numéro de son journal, en 25 mars 1892, la Chambre syndicale des ouvriers et employés des chemins de fer (l'ancêtre du syndicat national puis de la fd des Cheminots) offre sur une page complète, une rubrique intitulée « la revue internationale ouvrière » à partir des liaisons syndicales naissantes sur les situations et l'actualité des cheminots au plan international, ouvrant ainsi l'information et donc la connaissance de situations et vécu communs entre les cheminots du monde, ainsi que la connaissance de leurs revendications propres et nourrissant leurs convergences. C'est ainsi que sont publiées des informations sur l'Angleterre, l'Italie, la Suisse, la Hollande, la République d'Argentine, les Etats-Unis, l'Australie...

Sous l'impulsion de la Chambre Syndicale est créé un Comité international d'études des intérêts économiques des travailleurs des chemins de fer. Il tient son premier congrès annuel en 1893 à Zurich, puis à Paris en octobre 1894, à Milan en août 1895... en 1896 des difficultés organisationnelles annulent la tenue notamment face à la répression syndicale dans certains pays.

Dès son premier congrès, il prend la décision d'une publication trimestrielle d'un bulletin détaillé sur la situation des employés de chemins de fer dans les différents pays.

Un programme revendicatif y précise les revendications notamment :

- salariales comme « la fixation d'un minimum de salaire basé sur le coût de la vie dans les différents pays », établi par les organisations adhérentes,
- mais aussi des orientations politiques par « la nécessité de la socialisation de tous les moyens de production, pour que l'émancipation de tous les travailleurs puisse être réalisée, attendu que les sociétés appartenant à des grands capitalistes ne sauraient avoir d'autre but que de favoriser monopole de l'industrie des transports et l'exploitation des travailleurs de la voie ferrée au détriment aussi de l'intérêt général ».

Au plan professionnel est exprimé « le vœu que les législations de tous les pays prévoient la création d'inspecteurs nommés par le personnel et chargés de surveiller l'exécution des prescriptions édictés par les autorités ».

Des liens d'activités et de soutiens se manifestent notamment lors des congrès nationaux du syndicat national Fondée en 1896 à Londres sous le patronyme de Fédération internationale des ouvriers maritimes, des ouvriers de port et des ouvriers fluviaux, puis par décision de la conférence internationale de 1898 renommée en « Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF), qui élargira son champ d'activité initial en s'ouvrant en 1906 aux cheminots et au personnel de tramway.

## Union des Employés de Chemins de fer d'Allemagne (Hambourg).

Nous avons reçu la lettre suivante :

Chers frères,

Au nom des collègues allemands, je vous envoie, collègues français, un sincère salut.

Les employés de chemins de fer allemands commencent à être d'avis que les frontières des pays ne peuvent et ne doivent être un obstacle à la sympathie commune de tous les prolétaires.

Notre mouvement a pour origine le Comité des travailleurs du port de Hambourg. Il s'étend déjà à toute l'Allemagne.

Mais avons à vaincre des difficultés énormes; n'importe, notre œuvre réussira. Les administrations des chemins de fer allemands nous sont hostiles, elles nous persécutent; quand même, nous ne faiblirons pas, nous accomplirons notre devoir, tout notre devoir.

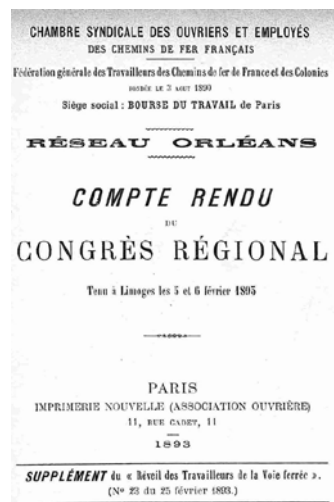
Vive la solidarité internationale!

Cette lettre vient à l'appui de la thèse que nous soutenons plus haut.

Nous invitons les camarades à aider les marins et ouvriers des ports dans leurs projets de formation d'un groupe syndical. Ils voient qu'en Allemagne, ce sont précisément les mêmes services qu'ont rendus aux cheminots les marins et dockers de ce pays.

Que les camarades n'hésitent donc point à rendre ici, aux marins et ouvriers des ports, le service qu'en Allemagne les collègues de ceux-ci rendirent aux cheminots.

Extrait du Réveil des travailleurs de la voie ferrée, n° 237, 24 mai 1897. Coll. IHS CGT cheminots, 1 C.



Le Réveil des travailleurs de la voie ferrée, supplément au n° 23, 25 février 1893. Coll. IHS-CGT cheminots, 1 C.





Premier numéro de la *Tribune des cheminots*, mars 1917. Coll. IHS CGT cheminots, 4 C 1.

existait sous plusieurs formes et ceux qui regardaient avec envie l'espérance qui s'était levée en Russie.

**En France, l'action des Cheminots se développe au cours des années 1917 et 1918<sup>28</sup>**, les luttes contre la vie chère ainsi que celle pour la journée de 8 heures furent particulièrement actives dans l'année 1918.<sup>29</sup>

C'est cette vigoureuse action revendicative des organisations syndicales unies et de la masse des cheminots portent l'effectif de 60 000 adhérents en 1917, à 140 000 en 1918,<sup>30</sup> Les luttes revendicatives se conjuguent avec la lutte contre la guerre Impérialiste.

**Au cours de l'année 1918, la lutte contre la guerre prit une place très importante et plus vigoureuse dans l'action syndicale des cheminots et les ouvriers métallurgistes notamment contre la politique d'Union Sacrée.**

**La CGT qui ne représentait encore qu'une « minorité agissante » devient en 1919 un syndicat de masse avec plus d'un million et demi d'adhérents recrutés principalement chez les cheminots, les métallurgistes, les mineurs, les travailleurs du bâtiment et du textile.** Cette puissante CGT n'est plus celle d'avant 1914. Sa direction, toujours animée par Léon Jouhaux, a fait l'expérience d'un dialogue avec le pouvoir. Conseiller du gouvernement, Jouhaux a pu obtenir certains avantages pour une partie des salariés. La direction fédérale souhaite poursuivre l'expérience. Cette démarche réformiste en rupture totale avec le syndicalisme révolutionnaire pratiqué au début du siècle, selon lequel les travailleurs s'émanciperaient par la grève générale, est vivement contestée par la minorité révolutionnaire, tenants de la tradition d'avant 1914 et partisans de la Révolution bolchévique.

**L'essor des luttes revendicatives et la montée d'opposition dans la CGT entre les courants traversent le mouvement syndical.** Divergences idéologiques et stratégiques pour atteindre le socialisme par transformation pour les uns, par la

révolution pour les autres, se traduisent par des revendications, des démarches programmatiques ou de luttes sociales différentes.

En 1920, plusieurs « vagues de grèves » se succèdent, très fortement réprimées (arrestations, 18 000 révocations). Cet échec nourrira les débats entre révolutionnaires et réformistes, qui se scinderont définitivement en janvier 1922 entre CGT et CGT Unifiée.

Quant à l'affiliation internationale chacune des fédérations de cheminots a son affiliation. La première reste dans la fédération syndicale internationale dit aussi l'Internationale d'Amsterdam, la seconde s'affilia à l'Internationale syndicale rouge de Moscou.

## Période de scission de la CGT de 1921 à 1936<sup>31</sup>

**Cette période est caractérisée par des positionnements différents en matière d'engagements internationaux.**

Bien que Léon Jouhaux<sup>32</sup> ait exprimé son désaccord avec le Traité de Versailles, signé le 22 juin 1919, la CGT confédérée accepte l'ordre du monde organisé par les signataires du traité au lendemain de la Première guerre mondiale. Elle calque son programme économique sur celui des deux institutions nouvellement créées : Organisation Internationale du Travail (OIT)<sup>33</sup> et la Société Des Nations (SDN)<sup>34</sup>.

## L'occupation militaire les deux grands bassins industriels de la Ruhr et de la Sarre

Alors que les Etats-Unis présentaient à la France la facture de sa participation à la guerre, la France elle, demandait le paiement en nature par l'Allemagne des réparations de guerre équivalent à 3 années de production.

Ces conditions d'indemnisation imposées ne seront pas sans répercussion pour les travailleurs allemands et la demande d'un moratoire pour les réexaminer et notamment une baisse des livraisons de houille à « titre de dommages de guerre ».

Raymond POINCARE, Président du Conseil des Ministres, en dépit du vote de la Grande Bretagne, répond en prenant la décision d'occuper militairement les deux grands bassins industriels que sont la Ruhr et la Sarre. Au-delà des déclarations, la CGT confédérée se montre bien timide pour exprimer son désaccord avec cette occupation.

28. Cette indemnité de vie chère passa de 4,30 en 1916 à 1080 en 1917 et 1800 en 1918. Le salaire de base s'éleva lui-même de 1 200 à 1 500 puis à 1 700, pour atteindre 2 400 vers la fin de la guerre.

29. Son obtention en avril 1919.

30. 200 000 en 1919, pour atteindre 350 000 en 1920.

31. Voir les cahiers de l'ihS N° 78 et 79 /2° et 3° trim. 2023.

32. Secrétaire Général de la CGT de 1909 à 1940.

33. Organisme créé en 1919.

34. La SDN était une organisation internationale introduite par le traité de Versailles en 1919, et dissoute en 1946.



## La crise de 1929 La montée du nationalisme et du fascisme

Née en 1929 aux USA et en Allemagne, la crise économique touche la France à partir de 1931.

Elle se caractérise par une montée du chômage et les faillites de nombreux petits commerçants et artisans.

Aux effets de cette crise, s'ajoutent les multiples scandales qui éclaboussent une partie de la classe politique française et suscitent la colère des populations.

Cette colère est utilisée par l'extrême droite et les ligues fascistes pour remettre en cause les institutions de la République.

**Le 6 février 1934**, les partis d'extrême droite appellent à manifester à Paris. D'une extrême violence : 15 morts et quelques 1 400 blessés, cette manifestation tourne à l'émeute. Elle avait pour objectif la prise du Palais Bourbon.

Point culminant à ce jour des actions de l'extrême droite, cette émeute suscite une vive riposte antifasciste.

En dépit du refus de la CGT confédérée et de la CFTC, d'agir tous ensemble pour signifier le refus des travailleurs au fascisme, la CGTU sous l'impulsion de Benoît Frachon contribue au succès des manifestations des 09 et 12 février auxquelles participeront plus de 5 millions de travailleurs.

## En dépit des obstacles, le courant unitaire s'amplifie

Les refus répétés aux propositions d'unité formulées par la fédération CGTU des cheminots, de même que les menaces d'exclusion de militants qui agiraient pour mettre en place des syndicats uniques ne parviendront pas à briser cette volonté unitaire.

Renouvelant ses appels à l'action unitaire pour s'opposer aux décrets-lois du Gouvernement portant sur les salaires et sur l'emploi, par une grève générale le 1<sup>er</sup> mai 1934, la Fédération CGTU des cheminots avec tous ses militants s'emploie à renforcer le front unique.

**Aussi, elle ouvre les portes à la fusion des syndicats unitaires et confédérés en syndicats uniques comme le souhaitent un grand nombre de cheminots qui jusqu'à présent se refusaient à agir ensemble et qui entendent désormais manifester en commun contre les décrets-lois.**

Cette entrée du mouvement ouvrier sur la scène politique va peser lourd dans les mois qui vont suivre.

L'union populaire antifasciste lie désormais les revendications des travailleurs à la défense de la démocratie.

Le 14 juillet 1935 se déroulent dans toute la France, des défilés auxquels participent côte à côte les responsables des partis de gauche et les directions des deux CGT.

### Le Front populaire est en marche.

Du 2 au 5 mars 1936 à Toulouse se déroule le congrès national de l'unité.



Extrait de *La Tribune des cheminots [unitaires]*, n° 396, 1<sup>er</sup> avril 1934. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C.

Dans une période où la misère s'accumule et le fascisme progresse en Europe la classe ouvrière se rassemble.

Ce rassemblement est facilité par l'action du Comité national de rassemblement populaire.

L'unité syndicale et politique va contribuer à la victoire du Front populaire aux élections législatives de mai 1936. Cette victoire ouvre la voie au large mouvement social qui va s'exprimer par des grèves dès juin pour la satisfaction des revendications des travailleurs.

## La réunification de la CGT et son implication dans le syndicalisme international



Congrès de réunification de la CGT, Toulouse, mars 1936. Léon Jouhaux est la troisième personne en partant de la droite. Coll. IHS-CGT cheminots, album 76.

Lors de la fusion CGT-CGTU, les questions afférentes au syndicalisme international ne constituent pas de points de blocage.

Pourtant, les conceptions de cette activité sont différentes. **Les ex-confédérés sont organisés sur le modèle des organisations gouvernementales** et de ce fait reproduisent leur fonctionnement diplomatique limitant l'activité syndicale à la discussion sur des sujets définis à l'avance mais éloignés bien souvent des préoccupations des travailleurs.



L'anticommunisme et le repli de centrales syndicales nationales sur elles-mêmes, l'ont emporté sur l'impérieuse nécessité d'une unité syndicale internationale forte pour faire échec à la guerre.

À l'issue du vote, l'adhésion des syndicats soviétiques est une nouvelle fois repoussée par 46 voix contre 37.

## La guerre d'Espagne

Lorsque la guerre d'Espagne éclate, la question de la solidarité syndicale internationale revêt un caractère d'urgence et prend une tout autre dimension.

La FSI n'est pas au rendez-vous, la CGT dénonce cette absence d'implication.

Lors d'une réunion commune des bureaux de l'IOS et de la FSI le 6 octobre 1936, Léon JOUHAUX constate que « ...certains refus persistants sont d'autant plus étonnants qu'ils ne correspondent pas à l'état d'esprit des masses. En s'opposant aux contacts et aux attentes nécessaires avec les autres représentants de la classe ouvrière internationale, certains membres de l'IOS et de la FSI, prennent une lourde responsabilité et sont loin de servir notre mouvement, ils le placent au contraire dans une posture difficile et réduisent son prestige légitime et sa puissance de rayonnement... en attendant les heures passent et le fascisme monte. »

La question de l'intervention en Espagne

Au sein de la gauche politique, le débat porte sur la question de l'intervention ou non de la France dans le conflit espagnol.

SFIO et parti Radical sont divisés sur le sujet alors que le parti communiste, massivement, réclame l'intervention de la France aux côtés des Républicains espagnols.

Le gouvernement français, présidé par Léon BLUM, ayant adhéré au comité de non-intervention, adopte une politique de neutralité qui aboutit au blocus de l'Espagne républicaine.

Dès le début de la guerre, la CGT dénonce la non-intervention de la France.

En septembre 1936, elle appelle à une heure de grève pour exiger du gouvernement français la levée de l'embargo sur les armes destinées aux Républicains.

En dépit des pressions exercées, les partisans de l'intervention aux côtés des Républicains Espagnols ne parviendront pas à infléchir la position du gouvernement français.

Sur le plan syndical, un clivage apparaît au sein des ex-confédérés. Un groupe organisé autour de René BELIN de la tendance « syndicats » affiche son opposition à l'intervention française en Espagne.

## La solidarité de la CGT

La campagne engagée dès août 1936 par la CGT pour développer la solidarité avec le peuple espagnol est unanimement approuvée par ses syndicats.

Elle se traduit par des engagements concrets :

- L'accueil des réfugiés et en premier lieu des enfants, s'organise tout au long de l'automne 1936.
- En novembre, la CGT crée son « comité d'accueil des

enfants d'Espagne » présidé par Léon JOUHAUX et Victor BASCH, président de la ligue des droits de l'Homme.

- Elle lance une souscription et recueille 4 millions de francs en quelques mois.
- En lien avec des municipalités progressistes, elle participe à l'ouverture de colonies de vacances. En mai 1938, 47 colonies de vacances accueillent 2 669 enfants.

Cette liste est loin d'être exhaustive. De nombreuses familles de militants accueilleront et parfois pour de longues périodes des enfants espagnols.

La solidarité, c'est aussi celle des armes. 35 000 volontaires émanant de 53 pays rejoindront les brigades internationales et combattront les franquistes aux côtés de leurs camarades républicains espagnols.

Des ouvriers de l'industrie métallurgique proposent d'effectuer des heures supplémentaires non payées pour construire des avions...

Les cheminots<sup>37</sup>, les dockers, les douaniers s'emploient à un contrôle strict des cargaisons destinées à l'Espagne afin de s'assurer qu'elles ne soient pas destinées aux rebelles franquistes.

Cet engagement trouve ses racines dans les pratiques concrètes de solidarité de la CGT.

La fédération CGT des cheminots, ses syndicats et notamment les syndicats frontaliers à l'Espagne participent par des actions multiples à cette solidarité, ce malgré les obstacles dressés à partir de 1938 par les autorités françaises.

## Les exigences territoriales de l'Allemagne

La guerre d'Espagne terminée, l'année 1939 est caractérisée par une accélération des exigences de l'Allemagne.

La politique de non-intervention de la France et de la Grande Bretagne dans le conflit espagnol, alors que l'Allemagne et l'Italie apportent leurs soutiens militaires aux forces franquistes, renforcent l'idéologie nazie en Europe et constituent un encouragement à la poursuite de leurs politiques expansionnistes en Europe.

Moins de six mois après la signature des accords de Munich signifiant le démembrement de la Tchécoslovaquie, l'Allemagne occupe et satellise une partie du territoire tchèque. Tout cela sans réaction des gouvernements français et britannique.



Timbre mensuel de solidarité à l'Espagne édité en août 1937 par la Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer CGT. Coll. IHS-CGT cheminots carte d'Ange Georget, 1938, carton 742.

37. Voir les cahiers de l'ihS N° 58, 3<sup>e</sup> trimestre 2016 « Levés avant le jour, les cheminots et la guerre d'Espagne ».







Alors que la FSM dénonce le plan MARSHALL et appelle à le combattre, la plupart des organisations syndicales d'Europe de l'Ouest l'approuvent et y adhèrent.

Cette situation n'est pas sans conséquences pour la FSM. Les désaccords s'amplifient, la quasi-totalité d'entre eux, à l'exception de la CGT France et de la CGIL Italie, quittent la FSM et rejoindront la CISL à sa constitution. Restée fidèle aux orientations approuvées à Londres et à Paris en 1945, la CGT dominée par le courant unitaire choisit le camp soviétique et reste affiliée à la FSM.

L'anticommunisme sert d'arme idéologique ou patronat, à la droite et aux forces sociales démocrates.

Pour avoir fait le choix de rester à la FSM, la CGT est régulièrement accusée d'être « la courroie de transmission du PCF ».

Ses détracteurs dénoncent les similitudes des positions de la CGT et du PCF sur des questions politiques et économiques très importantes tant au plan national qu'international.

Ainsi, CGT et PCF condamnent la création de la communauté européenne du charbon et de l'acier, la CECA, en 1951, considérée comme une entreprise de restauration de la puissance industrielle allemande.

De même, ils condamnent le projet de création d'une communauté européenne de défense et agissent avec succès pour que sa ratification soit refusée par le Parlement français.

Ils s'opposent à la signature du Traité de Rome en 1957 et participent aux luttes pour la paix.

D'une manière générale, ils rejettent toutes les initiatives visant à accroître l'intégration européenne.

### **La création du syndicat CGT-Force Ouvrière**

En France, un groupe d'ex-confédérés, rassemblé autour du journal « Force ouvrière » affiche une hostilité grandissante à l'égard de la politique syndicale de la confédération CGT et notamment sur le déroulement des grèves de 1947, se déclare favorable au plan MARSHALL.

Les 13 et 14 septembre 1947, le CCN de la CGT, à une large majorité de ses membres, dénonce la domination économique des USA et appelle tous les travailleurs de France à la combattre.

Y voyant là, la mainmise du PCF sur la CGT, ils décident de la quitter pour créer, le 12 avril 1948 le syndicat CGT Force Ouvrière.

Se plaçant résolument dans le camp occidental, FO reçoit le soutien logistique et financier des syndicats Belges, Allemands ainsi que de l'AFL (USA).

Sous l'égide du FTUC (Free Trade Union Committee) dirigée par Irving BROWN, FO apparaît comme l'une des chevilles ouvrières de la création de la CISL.

### **Le choix du camp socialiste par la CGT**

La CGT ne se définit pas comme simple porteuse des revendications ouvrières.

Conjointement, elle mène campagne contre le plan

Marshall, l'arme nucléaire, le réarmement de l'Allemagne. Elle associe l'action revendicative et transformation émancipatrice de la société conformément à ses statuts. Ce qui la lie étroitement au PCF.

Durant cette période, les engagements de la CGT sont pour l'essentiel conditionnés par les choix de la FSM.

Aussi, une part importante de ses activités internationales s'inscrit dans les structures de la FSM.

Elle intervient fréquemment en Afrique au nom de la FSM.

## **Dans la période 1948/1953 « la guerre froide » entre les USA et l'URSS s'accroît et les risques d'un conflit nucléaire mondial sont réels**

La France adhère au pacte de l'Atlantique Nord le 4 avril 1948. Elle devient une base majeure d'une alliance dirigée par les USA contre l'URSS.

L'escalade dans les productions et le stockage d'armes nucléaires constituent une menace pour la paix.

Dans cette même période, la France est enlisée dans le conflit indochinois.

Conflit que le Président des États-Unis, Harry TRUMAN, considère désormais comme un élément de la lutte engagée contre l'expansion du communisme, axe central de sa politique « d'endiguement » dans une partie du monde.

Cette situation mondiale ne laisse pas la CGT indifférente. Aussi, les travaux du 27<sup>e</sup> congrès fédéral en octobre 1948 sont, pour une large part, consacrés à cette question de la paix dans le monde.

Le manifeste voté par le congrès invite les travailleurs « à l'action contre les fauteurs de guerre et pour une paix solide et durable ». La CGT considère que cette question est inséparable de la lutte revendicative.

Ce positionnement de la CGT se heurte à des campagnes violentes de cercles réactionnaires, mais également aux refus de FO et de la CFTC qui, sous prétexte « d'apolitisme » refusent de s'engager dans des actions contre la guerre et pour la paix.

Après la proclamation de la République populaire de Chine en 1949, les USA interviennent un an plus tard, sous couvert d'un mandat de l'ONU dans le conflit coréen.

Lors du 28<sup>e</sup> congrès confédéral en juin 1951 devant les risques d'une 3<sup>e</sup> guerre mondiale Benoît FRACHON insiste de nouveau sur la nécessité de mener de pair luttes revendicatives et luttes pour la paix.

### **La CGT participe aux initiatives pour la paix**

En août 1948, à WROCLAW (Pologne) se tient un congrès mondial des intellectuels pour la paix.











## La création de la confédération européenne

La CES est née en 1973 du regroupement des syndicats européens de la CISL jusqu'alors organisés au sein de l'Organisation Régionale Europe (ORE).

En 1974, elle s'ouvre aux syndicats chrétiens de la confédération mondiale du travail (CMT) et la CGIL (Italie).

## La CGT souhaite rejoindre la CES



Georges Séguy, 29 mai 1968, © Mougey. Coll. IHS-CGT cheminots, 15 Fi 1.

La CGT se félicite de cette création. Par courrier en date du 14 décembre 1973, Georges SEGUY, secrétaire général de la CGT, fait part à Victor FEATHER, président de la CES, de la disponibilité de la CGT pour discuter de son éventuelle affiliation à la nouvelle organisation européenne.

Il évoque dans ce cadre un certain nombre de points sur lesquels la CGT n'entend pas tergiverser et notamment celui du libre choix d'affiliation à une centrale internationale et plus précisément de son affiliation à la FSM.

Par courrier du 28 septembre 1978, Georges SEGUY confirme sa demande d'affiliation et précise : « en connaissance de ses statuts, de son programme et de ses orientations, la CGT ne pose aucune condition préalable à cette demande ».

Le 17 avril 1980, les deux délégations se rencontrent pour la dernière fois.

Le 13 juin de la même année, en application du congrès de Munich, la demande d'affiliation de la CGT est rejetée.

Mathias HINTERSCHIED, son secrétaire général, argumente la position de la CES : « ...considérant vos conceptions fondamentales de la société et du rôle des syndicats dans cette société, votre pratique politique et votre affiliation syndicale internationale, le comité exécutif constate qu'à l'heure actuelle, vous ne répondez pas aux critères qu'il a arrêtés, surtout en ce qui concerne les critères fondamentaux. Par conséquent, il est d'avis qu'une adhésion de votre organisation causerait plus de tort à la cohésion interne qu'elle n'apporterait du renfort à l'impact politique de la CES. C'est la raison pour laquelle le comité exécutif a rejeté votre demande d'affiliation à la CES ».



Mathias Hinterscheid, 9 septembre 1981 © Dijk, Hans van / Anefo. Archives nationales des Pays-Bas, n° inventaire 931-7100.

Une nouvelle demande d'affiliation présentée par Henri KRASUCKI en mai 1991 subira le même sort.

L'arrivée de Louis VIANNET comme secrétaire général de la CGT en 1992, fait prendre conscience des enjeux européens et rouvre le processus d'affiliation à la CES.



Emilio Gabaglio, 1970 © Davide Brescia Brescia.

La CGT se donne les moyens pour arriver à cet objectif. Elle multiplie les contacts avec la direction de la CES et notamment avec son nouveau secrétaire général Emilio Gabaglio. L'idée acquise de cette affiliation par la quasi-totalité des centrales nationales, un dernier obstacle subsiste la position des syndicats français : FO y est défavorable.

Après avoir appuyé la candidature de la CGT en 1974, en 1982, la CFDT y renonce. Un réquisitoire est prononcé par Nicole NOTAT contre la CGT et fait reporter de 3 ans l'adhésion de la CGT, celle-ci interviendra en 1999.

## La branche transport évoluera au fil des années dans ce contexte global

### La fédération CGT des cheminots marquera aussi de son empreinte

Avant la Seconde guerre mondiale, la Fédération CGT des cheminots est affiliée à ITF ; elle le restera jusqu'en 1949.

La fédération n'accepte pas les velléités de scission qui se font jours dès le deuxième semestre de l'année 1947.

Dans ce contexte, les discussions en cours pour une intégration des syndicats professionnels internationaux (SPI) se solderont par un échec. Ainsi, celles concernant l'intégration d'ITF prendront fin en 1948.

Prenant acte de cette scission, les organisations ayant choisi de rester au sein de la FSM créeront leurs propres syndicats professionnels.

### La FSM se dote de structures professionnelles au printemps 1949

Le congrès de la FSM décide de constituer des unions internationales des syndicats (UIS), ayant le caractère de « département professionnel de la FSM », ce qui met fin à toute discussion avec les dirigeants des SPI hostiles à la FSM.

Jules CRAPIER et Alphonse DROUARD, secrétaires fédéraux y participent pour la fédération CGT des cheminots, et ce dernier devient président de l'UIS des travailleurs des transports terrestres et aériens, constituée à



















Louis Saillant, 15 septembre 1944.  
©Presse Libération / coll. musée de l'Histoire vivante.

ne pourra s'établir en dehors de la libre intervention de la classe ouvrière syndicalement organisée ».

La CGT, sous l'impulsion de la tendance Frachon, s'inscrit dans ce nouveau concept des relations internationales marqué par l'importance de l'Union Soviétique, ainsi que par l'émergence de nouvelles nations ou en passe de constitution, se développant, le plus souvent, contre les puissances coloniales.

### Les objectifs fondamentaux du premier congrès constitutif de la FSM

Ces objectifs sont transcrits dans plusieurs résolutions. S'agissant de l'éradication du fascisme, le congrès revendique que les travailleurs puissent veiller eux-mêmes aux décisions de la conférence de Potsdam afin qu'elles soient réellement appliquées.

Le congrès se prononce pour l'élaboration d'une charte du travail reprenant les revendications essentielles des travailleurs.

La résolution sur le droit des peuples à l'autodétermination constitue un premier pas vers l'indépendance nationale.

L'ensemble des documents présentés à l'approbation du congrès ont été adoptés à l'unanimité. Pour autant, diverses interventions laissent apparaître des divergences. Il en est ainsi des questions concernant la décolonisation, l'indépendance nationale...

Ainsi, un délégué des syndicats indiens explique que la première préoccupation des travailleurs indiens c'est l'indépendance nationale. C'est la raison essentielle de leur adhésion à la FSM. La réponse de Walter Citrine est catégorique et cinglante : « il ne pense pas que la FSM ait vocation à s'engager sur ce chemin... ».

### Des tensions politiques entre les grandes puissances mondiales, victorieuses du fascisme, vont apparaître rapidement

Les différents idéologiques mis en veilleuse pendant la période de lutte commune contre le fascisme vont resurgir et conduire au partage du monde en deux blocs.

Ce sera le début de la guerre froide avec, à nouveau, les risques d'une confrontation armée à l'échelle planétaire.

Ces événements vont entraîner des conséquences pour le mouvement syndical mondial.

A partir de 1947, les discussions au sein de la FSM deviennent de plus en plus houleuses.

Parmi les nombreux épisodes qui se sont succédé durant cette période, la construction d'un rideau de fer, l'annonce du Plan Marshall, le blocus de Berlin sont des actes qui freinent la mise en œuvre des orientations de la conférence de Londres et du Congrès de Paris.

Au fil des mois, il devient évident pour certains que l'unité syndicale mondiale n'est plus une priorité.

### Le rôle de l'AFL

Après avoir boycotté les conférences fondatrices de la FSM pour signifier son hostilité à la présence de syndicats Soviétiques, l'AFL américaine installe un bureau de représentation à Bruxelles, dirigé par Irving Brown, connu pour son anticommunisme viscéral.

Son but : accueillir les syndicats libres, c'est-à-dire, les syndicats qui n'ont pas encore adhéré à la FSM, pour les dissuader de le faire.

### Faire barrage à l'extension du communisme dans le monde

Considérant que les démocraties occidentales sont menacées par le « péril communiste », dont le relais serait le syndicalisme international, noyauté par l'URSS, HARRY TRUMAN, Président des Etats-Unis, dans une déclaration, le 12 mars 1947, s'engage à développer une politique « d'endigement » pour stopper l'expansion du communisme dans le monde.

Il confirme l'aide économique et militaire des USA « aux pays libres » qui se concrétisera notamment par la mise en place du plan MARSHALL.

Sous cette pression, la plupart des organisations syndicales des pays de l'Europe de l'Ouest, à l'exception de la CGT pour la France et de la CGIL pour l'Italie, quittent la FSM et rejoignent, dès sa création, la CISL, Confédération Internationale des Syndicats Libres, organisation dont l'activité essentielle consistera à s'opposer au communisme.

Dans ce contexte, la jeune FSM voit se dresser des obstacles sur son chemin.

Elle s'efforce néanmoins de mettre en œuvre les orientations approuvées par la conférence de Londres et le congrès constitutif de Paris.

Ainsi, elle incite les travailleurs de tous les pays du monde à créer leurs syndicats et à les développer sans ingérence de quiconque.

Elle impulse la solidarité internationale en soutien des travailleurs en lutte pour leur libération nationale.

Elle appelle au développement du mouvement syndical et à la syndicalisation des travailleurs des pays en voie de développement.

Elle s'emploie à mettre fin au temps où le mouvement syndical international se limitait aux seuls pays industrialisés.

Ainsi, l'année 1946 voit naître le Congrès syndical Egyptien, l'Union des travailleurs de Tunisie, la Confédération générale des travailleurs du Maroc, la Confédération gé-

nérale du travail du Vietnam, le conseil des syndicats du Ghana... et d'autres encore dans des territoires encore sous le joug des administrations coloniales.

### La défense des droits syndicaux

La FSM est également à l'initiative de campagnes de solidarité avec les travailleurs victimes de la répression syndicale y compris ceux de territoires coloniaux.

En soutien des forces antifascistes en Espagne, elle obtient de l'ONU une recommandation aux Etats Membres de rappeler leurs ambassadeurs de Madrid.

Ces avancées sont contrecarrées par des décisions politiques remettant en cause la légitimité de la FSM.

A l'initiative de la FSM, l'ONU crée, le 23 janvier 1946, un statut consultatif pour les organisations non gouvernementales au Conseil Economique et Social (Eco Soc) de l'ONU.

Dès les premiers instants, elle se heurte à la présence de représentants de l'AFL qui ont été accordés les mêmes droits, institutionalisant de fait la division syndicale.

Cette reconnaissance de l'AFL vise en fait à entretenir un climat de méfiance à l'égard de la FSM et participe à la politique des Etats-Unis « d'endiguement » du communisme dans le monde.

### L'annonce du Plan MARSHALL

Au sein de la FSM, le positionnement des différentes centrales syndicales nationales fait apparaître des divergences de fond sur l'objet de ce plan et l'attitude à adopter à son égard.

Les syndicats de l'Europe de l'Ouest, anglo-saxons, britanniques, scandinaves sont favorables à ce plan.

Ils considèrent que l'ampleur des besoins pour reconstruire les pays ravagés par la guerre est telle que l'Europe seule est dans l'incapacité d'assurer cette reconstruction.

L'aide des Etats-Unis, certes accompagnée de contraintes politiques et financières, s'avère indispensable.

Par ailleurs, ils redoutent que l'accroissement de la misère qui touche les populations de la plupart des Etats, favorise l'expansion du communisme en Europe de l'Ouest.

L'AFL, relais des Etats-Unis, demande que le Mouvement syndical européen apporte un appui actif aux propositions du Plan Marshall.

A l'opposé, au sein de la FSM, les syndicats soviétiques et des pays satellites de l'URSS, de la CGT (France) et de CGIL (Italie) dans leur majorité s'opposent au plan et n'entendent pas le soutenir.

Ils y voient là une opération de mainmise des Etats-Unis sur l'Europe.

### Vers la scission

A l'occasion de la réunion du bureau exécutif de la FSM, tenu à Paris le 19 janvier 1949, Arthur Deakin président de la FSM, donne lecture d'un message de son organisation syndicale.

Le TUC britannique exige « la suppression pour un an des activités de la FSM ». En cas de refus, il avertit les membres du bureau de la FSM de la désaffiliation des TUC.

### La création de la CISL

Lors d'une conférence préparatoire à la création d'une nouvelle centrale syndicale internationale, les 25 et 26 juin 1949, l'essentiel des débats est supplanté par l'anticommunisme des participants.

Le congrès fondateur de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) qui se déroule à Londres du 28 novembre au 9 décembre 1949 amplifie ce mouvement. Le message d'Irving Brown représentant l'AFL et dirigeant en sous-marin de la CISL est clair.

L'ennemi prioritaire c'est le totalitarisme soviétique. Il invite les affiliés de la CISL à lutter contre les communistes. Le deuxième congrès de la FSM Milan 29 juin – 9 juillet 1949

Malgré la scission et le départ des organisations syndicales d'Europe de l'Ouest, 43 pays représentant 71,6 millions de membres prennent part au débat.

Les départs massifs de l'année 1948 sont comblés par de nouvelles adhésions de travailleurs qui luttent pour l'indépendance de leurs pays, les libertés syndicales, la décolonisation.

Un document d'orientation générale, adopté par le congrès, établit les priorités dans la lutte pour la paix, les droits démocratiques des peuples et l'unité syndicale.

S'agissant des activités professionnelles, le congrès décide de constituer des Unions internationales des syndicats (UIS) ayant le caractère de département professionnel de la FSM. Ce qui met fin à toute discussion avec les dirigeants de SPI hostiles à la FSM.

### La situation de la FSM au lendemain de la scission

Le départ de la FSM de la quasi-totalité des syndicats de l'Europe de l'Ouest, à l'exception de la CGT (France) et de la CGIL (Italie), accentue le poids des syndicats soviétiques et des pays satellites de l'URSS.

Les relations tendues entre la Yougoslavie et l'URSS conduiront à l'expulsion des syndicats Yougoslaves de la FSM.

La scission de 1949 a affaibli la représentation mondiale de la FSM. Pour autant, elle existe et agit. La perte des adhérents de l'Europe de l'Ouest est compensée par des nouvelles affiliations, notamment d'organisations luttant pour leur indépendance, d'organisations de pays en voie de développement où jusqu'alors les réglementations sociales sont inexistantes.

En 1950, trois mondes coexistent au sein de la FSM :

- Un premier ensemble constitué autour de l'URSS, de ses pays satellites, des pays d'Asie. Cet ensemble représente deux tiers de ses affiliés.
- Un second ensemble constitué de la CGT France et de la CGIL Italie qui sont des organisations syndicales d'obédience communiste dans des pays capitalistes.
- Un troisième ensemble constitué d'organisations d'origines diverses (syndicats ayant des affinités socialistes dont les pays sont aidés par l'URSS ou sont en rupture du colonialisme).

La FSM devient le lieu d'un nouvel accord politique entre le conseil central des syndicats soviétiques d'une part et de la CGT et de la CGIL d'autre part qui, par ailleurs, sont les seuls syndicats représentatifs du monde capitaliste européen.

A partir de cet instant, la FSM suit les méandres de la diplomatie soviétique.

### **Le différent CGT/CGIL au sein de la FSM**

Dès la fin des années 50, un conflit interne à la FSM oppose la CGT à la CGIL.

En 1956, la CGIL condamne l'intervention armée des troupes soviétiques en Hongrie alors que la CGT la justifie.

La CGIL dénonce la vassalisation de la FSM à la diplomatie soviétique.

Les réformes proposées par la CGIL pour un fonctionnement plus démocratique et la prise en compte des évolutions dans la société et notamment la construction européenne se heurtent à la CGT et Louis SAILLANT secrétaire général de la FSM.

### **L'impossible rénovation de la FSM**

Après le départ de la CGIL, la CGT reste la seule organisation syndicale significative du monde occidental au sein de la FSM.

Elle prend conscience des limites de la centrale internationale et entame la lutte pour réformer son fonctionnement. En dépit de l'engagement pourtant annoncé par le conseil central des syndicats soviétiques pour faire aboutir, les choses ne changeront pas.

En 1978 devant ce constat, la CGT prend la décision de quitter le secrétariat général de la FSM et rappelle Pierre GENSOUS, secrétaire général.

Mais ce retrait n'est que partiel, de nombreux permanents français resteront en place à Prague et dans les UIS.

En 1982, Henri KRASUCKI, devenu secrétaire général de la CGT, réaffirme son investissement dans la FSM, tout en continuant de plaider pour sa rénovation.

Si quelques initiatives sont organisées, la FSM n'en reste pas moins isolée en Europe occidentale.

L'effondrement du mur de Berlin ne suffira pas à éteindre tout espoir de renouveau de la FSM.

Alors que la Hongrie et la Pologne ont abandonné leur statut de « démocratie populaire », qu'un Conseil général se tient à Prague au milieu des manifestations de la « révolution de velours », Henri KRASUCKI y voit là l'engagement du socialisme dans une phase nouvelle qui donne raison aux propositions de la CGT.

Mais la réalité de la situation est bien différente et le congrès de la FSM qui se tient à Moscou en novembre 1990 prolonge la tradition des autocritiques, des engagements sur la rénovation, la transparence, les moyens donnés à l'activité professionnelle : des thèmes entendus régulièrement depuis les années 1970.

À la veille de l'éclatement de l'URSS les syndicats soviétiques sont en pleine décomposition quant aux syndicats

des pays de l'Est, la plupart ont demandé leur adhésion à la CISL.

Du fait de cette situation, la FSM est privée de ses ressources antérieures. Elle se voit contrainte de réduire ses dépenses.

### **Les années passent et les engagements à la rénovation restent toujours lettre morte**

À l'issue du conseil général tenu à Varsovie du 12 au 15 octobre 1993, Louis VIANNET n'écarte pas l'idée d'une sortie de la CGT. Mais il ne souhaite pas cliver le débat et brusquer les militants et les organisations de la CGT encore attachés aux références de la FSM.

La préparation du congrès mondial qui se tient à Damas du 22 au 26 novembre 1994 favorise les débats internes.

Aussi, c'est avec un mandat bien précis portant notamment sur la vie de l'organisation mondiale que la délégation CGT s'y rend.

Au terme du congrès les propositions de la CGT sont écartées. Ce qui conduit le bureau confédéral à prendre la décision du retrait.

Décision qui sera avalisée lors du congrès confédéral en décembre 1995.

### **Dépourvue d'appartenance syndicale internationale**

La CGT s'inscrit dans la démarche de création de la nouvelle Confédération Syndicale Internationale (CSI) en 2006.

La CGT a passé peu de temps hors d'une affiliation syndicale internationale. Elle présente une remarquable continuité d'attention à la dimension internationale. Par ces publications, ses prises de position et même à travers la formation délivrée à ses adhérents, elle a toujours contribué à une certaine présence de l'autre dans la vision du monde proposée par son syndicalisme.

### **Le secteur des transports évoluera dans ce contexte**

Les liens qui unissent les cheminots du monde entier se resserrent au rythme de l'évolution des problèmes posés aux niveaux européen et mondial.

La fédération veut mettre au service des cheminots de tous les pays le fruit de son expérience des luttes.

De la même manière elle souhaite bénéficier de l'apport des autres organisations syndicales.

C'est dans cet esprit que se développent des rapports avec les secteurs professionnels des centrales syndicales internationales.

Avec celles adhérentes au secteur professionnel de la FSM, l'UIS des transports mais également avec celles adhérentes à la CISL : ITF et à la CISC : la FIOST.

Confronté au lourd dossier de la modernisation de la SNCF et des enjeux qu'elle représente pour les cheminots, le congrès fédéral qui se tient du 23 au 26 janvier 1968, débat largement de cette question.

# La lutte contre le colonialisme

*A contre-courant de l'idéologie dominante... mais toujours dans le sens des libertés pour les peuples !*

Avec l'esclavage où elle fut un des principaux pays impliqués dans cet odieux commerce, puis son abolition après la révolution de 1848 (décret du 27 avril 1848), la France envoya entre 1830 et 1914 sur tous les continents ses soldats conquérir un empire colonial d'une ampleur considérable. Elle commence à établir des colonies en Amérique du Nord, dans les Caraïbes et en Inde, à la suite des succès espagnols et portugais à l'époque des découvertes, en rivalité avec la Grande-Bretagne. Une série de guerres avec la Grande-Bretagne au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, que la France a finalement perdues, a presque mis fin à ses ambitions coloniales dans ces régions, et sans elle ce que certains historiens appellent le « premier » empire colonial français.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, à partir de la conquête d'Alger en 1830, la France a commencé à établir un nouvel empire en Afrique et en Asie du Sud-Est.

La politique coloniale vise dans un premier temps le Maghreb, où l'Algérie est occupée par les Français depuis la monarchie de Juillet en étendant l'influence française aux pays voisins. En 1881, la Tunisie passe ainsi sous protectorat français.

Sous l'impulsion de Jules Ferry, elle convoite l'Indochine. Déjà maîtresse de la Cochinchine depuis le Second Empire, elle parvient à placer l'Annam (territoire au centre du Vietnam) sous protectorat puis, au prix d'une guerre contre la Chine de 1883 à 1885, à dominer le Tonkin.

Enfin, l'Afrique noire n'échappe pas non plus à son intérêt. Dès 1895, est créée une fédération de pays africains sous le nom d'Afrique-Occidentale française. Elle regroupe alors le Sénégal, le Soudan français (futur Mali), la Guinée et la Côte d'Ivoire. Poursuivant ses progressions sur le continent, la France mettra ensuite en place l'A-EEF, Afrique Équatoriale française, en 1910, qui rassemblera alors le Tchad, le Congo, le Gabon et l'Oubangui-Chari.

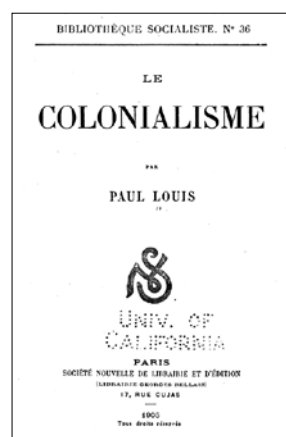
**Bien que cette expansion soit exactement contemporaine de l'implantation du mouvement ouvrier et socialiste, ce dernier ne saisira pas immédiatement l'importance du phénomène colonial**

C'est ainsi qu'invitant un conférencier à la Bourse du travail de Paris, sous le Syndicat national des travailleurs des chemins de fer (1899-1917) saluait un exposé considéré des plus intéressants qui sera popularisé par « La Tribune de la voie ferrée, n° 271, 11 octobre 1903 ». Le thème est l'Algérie et l'accroissement de sa prospérité par le développement de ses moyens de communication, principalement de ses chemins de fer. Le conférencier, après avoir exposé

la situation actuelle, s'est étudié à rechercher les causes de l'état stationnaire dans lequel se trouve le réseau ferré algérien montré quels résultats pouvaient être obtenus par une pénétration méthodique des territoires soumis à notre domination.

« *L'Algérie a, dit-il, un développement de voies ferrées qui dépasse, à 100 kilomètres près, le chiffre de 3 000 kilomètres; c'est à peu près 100 kilomètres de moins que la Turquie. Ce n'est pas flatteur pour la Turquie et pour l'Algérie; ce n'est pas encore très satisfaisant; mais nous arriverons à un meilleur résultat, car le chemin de fer est le meilleur instrument de colonisation... C'est un instrument de domination et de pénétration, c'est en même temps un instrument de rapprochement des races* ». « *Il arrivera donc fatalement qu'en Algérie on reconnaîtra la nécessité de développer le réseau ferré pour arriver à développer la colonisation... Il termine en préconisant la grande colonisation, les grands moyens de transport pour la mise en valeur de tout le pays.* »

## Le premier ouvrage théorique



Paul Louis, *Le colonialisme*, Société nouvelle de librairie et d'édition, Paris, 1905. Internet Archive.

Malgré la publication d'un premier ouvrage théorique *Le Colonialisme* de Paul Louis<sup>43</sup> en 1905, considérant que « *l'expansion coloniale n'est pas, de nos jours, un phénomène particulier à tel ou tel État. Elle est devenue en quelque sorte l'une des caractéristiques du monde contemporain, et apparaît, par suite, comme l'une des manifestations organiques du régime capitaliste* ».

C'est la timidité et la sous-estimation qui, dans le meilleur des cas, l'emportent. La notion même d'anticolonialisme est alors étrangère à l'esprit de la quasi-totalité des Français, et les militants ouvriers ne font pas exception.

## Tensions entre la France et l'Allemagne

La question marocaine entraînera au début du XX<sup>e</sup> siècle de graves tensions entre les deux pays avant que l'accord

43. Paul Louis publie, en 1905, un livre, un des très rares ouvrages socialistes consacrés en France à cette question. Il y affirme notamment que « *toute colonisation détermine la violence, la guerre, le sac des villes, la spoliation des tribus, l'asservissement plus ou moins déguisé* ». Il écrit également que *la classe ouvrière serait « l'instrument d'unification de l'humanité future »*.



Jean Jaurès, Contre la guerre au Maroc, Bureau d'éditions (Paris), 1936. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

signé en novembre 1911 ne permette l'établissement sur mandat de la Société Des Nations le protectorat français en 1912.

Jean Jaurès mènera une grande campagne politique sur le Maroc en défendant la paix entre la France et l'Allemagne, mais aussi le droit à l'indépendance des Marocains qu'il jugeait conciliable avec le développement de l'influence pacifique française et européenne. S'il s'est opposé sans succès à la

poursuite de l'expansion coloniale française en Afrique du Nord, il viendra à dénoncer « *les conséquences néfastes que pourrait avoir dans l'avenir une politique de domination et d'humiliation du monde musulman malgré des protestations ponctuelles* »

Après la première guerre mondiale, la gauche est divisée entre un pôle modéré, largement majoritaire, autour du parti socialiste SFIO SFIO<sup>44</sup> et syndicalement de la CGT confédérée, et un pôle révolutionnaire, avec les nouvelles organisations SFIC SFIC<sup>45</sup> sur le plan politique et CGTU sur le plan syndical. Le premier pôle, bien dans la tradition d'avant 1914, accepte le fait colonial, ayant seulement la volonté d'y introduire davantage de justice et d'humanité. Le second renverse totalement ce discours. Avec la révolution bolchevik, la constitution d'une Internationale communiste, puis d'une Internationale syndicale rouge (ISR), une nouvelle ligne avec la défense de l'indépendance nationale des pays dépendants, la communauté de combat entre colonisés et prolétaires est censée s'imposer.

## Toutefois, l'internationalisme ne se décrète pas



Nguyễn Ai Quôc, délégué indochinois, au Congrès Communiste de Marseille en 1921, © Agence de presse Meurisse. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

Dans les années qui suivent la fin de la guerre mondiale, on ne peut parler de rupture radicale. Seul un groupe de jeunes militants, dont certains issus des colonies, prend au sérieux les nouveaux principes. Un jeune « Annamite » au regard de feu, Nguyen Ai Quoc, le futur Hồ Chi Minh, se distingue. Les militants peuvent, par exemple, lire ses articles dans *La Vie ouvrière*.<sup>46</sup>

La lutte de ce courant révolutionnaire duale naissant contre le colonialisme, pour la liberté des peuples, pour la paix, va donner lieu à une intense activité malgré un climat hostile entretenu par les gouvernements et la propagande à leur solde.

## Le temps des expositions coloniales

Lors des Expositions universelles de Paris dès 1855, 1889 et 1900 ou dans de multiples manifestations dans les grandes villes françaises Rouen en 1896, Bordeaux en 1908, Roubaix en 1911, Lyon en 1914, des expositions ont cherché à présenter les colonies et les « indigènes ». Mais c'est Marseille qui se veut capitale de l'aventure coloniale française et organise, en 1906, une première exposition qui lui est spécifiquement dédiée. Le succès est tel qu'il est prévu de reconduire l'événement tous les dix ans. Il faut attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour ce faire et c'est en 1922 que s'ouvre la nouvelle exposition marseillaise cette fois honorée d'une visite du président de la République.

## La participation des troupes de l'empire à la victoire de 1918

700 000 soldats combattants ainsi que 220 000 travailleurs sont enrôlés dans le cadre de l'économie de la guerre et formeront les troupes coloniales. D'abord notamment nord-africaines à Verdun mais c'est surtout en 1917, pendant l'offensive du Chemin des Dames, qu'elles seront engagées en masse. Des bataillons de tirailleurs sénégalais sont lancés à l'assaut d'un plateau escarpé. Les mitrailleuses allemandes font des ravages. C'est un désastre. Près de la moitié des 16 000 hommes engagés sont mis hors de combat. Au même titre que les saint-cyriens montant à l'assaut, que les poilus résistant dans les tranchées, les images des tirailleurs sénégalais, des zouaves, des goumiers et des spahis se sacrifiant pour la défense de la métropole occupent les pages des journaux, puis celles des manuels scolaires des années 1920. La « force noire » a démontré le dévouement et la loyauté des troupes indigènes même si l'on choisit d'oublier tous les incidents qui ont marqué les recrutements souvent forcés et l'arrachement à la terre natale.

## La première grève anticoloniale<sup>47</sup>



Dessin de G. des Champs paru dans l'Humanité, 10 octobre 1925. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

La grève générale du 12 octobre 1925 contre la Guerre du Rif a constitué une première dans l'histoire du mouvement

44. Section Française de l'Internationale Ouvrière.

45. Section Française de l'Internationale Communiste.

46. Les cahiers d'histoire sociale N° 94 juin 2005.

47. Nous développerons cette lutte dans le prochain cahier.

ouvrier. Rompant avec la grande discrétion anticolonialiste antérieure et avec les discours plus radicaux mais insuffisamment suivis d'actes, cette action importante, dans la suite directe de la remarquable lutte contre l'occupation de la Ruhr, deux ans plus tôt, a marqué la mémoire militante. Pierre Semard y tiendra un rôle majeur dans les deux moments l'un comme premier dirigeant politique pour le Rif et l'autre comme dirigeant syndical pour la Ruhr. Il y connu même l'emprisonnement pour ses deux engagements.

Par-delà la discussion sur son ampleur véritable et les circonstances de son déroulement, cette action témoignera d'un engagement internationaliste dont le syndicalisme de classe fera un principe d'action au cours des décennies suivantes.

## Cent ans de colonisation 1930!



Affiche commune de la CGT-U et du PCF, 1930. Coll. Privée.

prier suivit la vie syndicale algérienne, et particulièrement celle des cheminots, en effectuant des séjours réguliers de plusieurs mois.

**Date que l'on voudrait rendre mémorable dans les annales algériennes. Le Centenaire sera là avec ses réjouissances, ses fêtes, ses défilés d'officiels, sa parade militaire, etc. Ce sera la grande liesse pour la population algérienne, européenne et indigène. Un seul oubli dans ce joyeux programme : l'examen des bienfaits de la civilisation française sur la population indigène. Aussi, nous allons essayer de pallier cet oubli volontaire.**

Des fêtes? Allons donc, Messieurs les impérialistes français! Avant de parler de réjouissances, penchez-vous donc un peu sur les misères de ceux à qui votre civilisation n'a apporté que l'obligation d'une soumission absolue aux pouvoirs dirigeants! Votre civilisation?... Parlons-en; elle a surtout consisté et elle consiste encore aujourd'hui à refouler les indigènes dans les montagnes, pour permettre à quelques colons la libre exploitation des terrains ainsi volés. Affamer ces malheureux expropriés, pour qu'à bout de forces ils se voient dans l'obligation de venir travailler

la terre qui leur a été volée, voilà un des principes de la colonisation française en Algérie. Chassés de chez eux, exploités au dernier degré par le colon dans leur travail, les indigènes ont compris depuis longtemps ce que signifie la civilisation européenne. Ceux qui, dans les journaux, écrivent de si belles choses sur l'Algérie, devraient prendre la peine d'aller sur place se rensei-



gnier, non pas auprès des officiels européens et même indigènes, mais dans les douars ou auprès des nomades; ils comprendraient peut-être pourquoi, là-bas, le Français est toujours le « round » des premiers temps de la conquête de l'Algérie. Les bienfaits de l'occupation française? Allez donc voir la « Casbah d'Alger » et des grandes villes de l'Algérie. En regard des grandes bâtisses, des maisons de commerce, en parallèle des larges avenues bordées de luxueuses villas bourgeoises, il y a la « Ville arabe », véritable fourmilière ou, dans des rues infectes, dans des taudis étroits, vivent des milliers d'êtres humains centralisés et parqués dans des espaces restreints. Allez visiter Oran, dans le périmètre du Cimetière israélite! Vous y verrez de véritables marécages, des trous remplis de détritiques de toutes sortes, des rues entières constituant un véritable borborygme charriant les germes des maladies les plus mortelles. Voilà. Messieurs les officiels, un endroit que je vous recommande pour votre défilé glorieux du Centenaire. Allez-y donc! et vous direz ensuite bien franchement où auraient été le mieux placées les centaines de millions dépensés pour cette comédie indigne d'un pays qui prétend imposer sa civilisation!.. Liberté, Egalité... mots creux qui, en France, donnent déjà leur mesure, mais qui, en Algérie, sont la honte vivante de ceux qui ont osé les faire inscrire sur les édifices publics. Pour les Européens d'Algérie, un seul droit : celui d'être en accord avec les dirigeants. Une répression féroce et sans limite s'abat sur les organisations révolutionnaires. N'a-t-on pas vu, en 1927, le Gouverneur général Violette, en accord avec les Compagnies de chemins de fer de l'Etat algérien, déplacer d'office, dans de scandaleuses conditions, un nombre important de nos militants! Des conseils syndicaux entiers ont été dissous ou mis dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions syndicales. Et nos camarades communistes! Avec quel acharnement ils sont combattus! Nos adversaires disent : « Le communisme, cela n'existe pas en Algérie; il ne prend pas d'influence ». Je pense bien. Tous ceux qui sont soupçonnés d'être communistes ou même simplement sympathisants, trouvent devant eux toutes sortes d'embûches. C'est encore la légalité, mais une légalité, tellement restreinte, qu'elle permet aux dirigeants de ne plus se gêner dans leur répression. N'est-ce pas Piouzaud, directeur du réseau Etat, qui, à une certaine époque, faisait appeler les membres d'une cellule communiste d'un de ses services et qui, carrément, les mettait dans l'obligation de

démissionner de leur Parti ou, dans le cas contraire, les menaçait de révocation? On ne demande même pas aux travailleurs indigènes d'être de l'avis de ces messieurs. Il a suffi à l'impérialisme français de s'attacher la bourgeoisie indigène et de partager avec elle les fruits de l'exploitation coloniale renforcée. La masse indigène! La population des douars, de la montagne et des casbahs! C'est juste bon comme main-d'œuvre; quelques favorisés, c'est vrai, mais une multitude de malheureux menacés d'exportation dans le sud pour des années, lorsqu'ils veulent s'affranchir politiquement de la lourde tutelle qui les bride.

Les fêtes du Centenaire !... Vous croyez que vous allez tromper plus longtemps les travailleurs coloniaux? Fêtes... pour ceux qui, pendant des mois, vont vivre et s'amuser aux frais de la princesse, mais pour les travailleurs, le Centenaire veut dire : renforcement de l'impérialisme français contre les travailleurs algériens; renforcement d'une politique de colonisation permettant l'exploitation des colonies au profit du capitalisme; étouffement, par la force, du sentiment révolutionnaire des masses indigènes.

Nous ne laisserons pas faire. Nous dénoncerons ici, dans une série d'articles, tous les faits et méfaits de cette fameuse occupation française; nous situerons quels sont les amis des opprimés et quels sont leurs ennemis. Nous avons confiance : les travailleurs algériens ne seront pas dupes et avec nous ils sauront imposer leur volonté au moment opportun.

**L'année suivante l'Exposition coloniale de 1931 à Vincennes est un dévouement d'artifices**



Le Journal de l'Exposition coloniale, 1<sup>er</sup> juin 1931. Coll. gallica. bnf.fr / BnF.

Du 6 mai au 15 novembre 1931, sur 110 hectares du bois de Vincennes, la France et la plupart de ses alliés de la Première Guerre mondiale mettent en scène leurs possessions et leur vision du monde lors de l'Exposition coloniale internationale.

Un univers de certitudes en pavillons éphémères, des techniques modernes au service de décors exotiques, une multitude de propositions architecturales et culturelles censées séduire, informer, convaincre.

« **Ne visitez pas l'exposition coloniale!** »,

**Tel était le mot d'ordre figurant dans un tract signé notamment d'Aragon, René Char, Paul Éluard, tiré deux jours avant l'inauguration.**

Les surréalistes publient et diffusent ce premier tract intitulé « Ne visitez pas l'Exposition coloniale ».

Les douze signataires (dont Louis Aragon, André Breton ou encore René Char), souhaitent alerter l'opinion publique sur la réalité du colonialisme.



Tract, 1931. Coll. P. Chamaret.

Dans ce texte « Ne visitez pas l'exposition coloniale », paru la veille de l'inauguration pour la dénoncer : « *Il n'est pas de semaine où l'on ne tue, aux colonies. [...] N'en déplaise au scandaleux Parti socialiste et à la jésuitique Ligue des droits de l'homme, il serait un peu fort que nous distinguions entre la bonne et la mauvaise façon de coloniser. [...] Aux discours et aux exécutions capitales, répondez en exigeant l'évacuation immédiate des colonies et la mise en accusation des généraux et des fonctionnaires responsables des massacres d'Annam, du Liban, du Maroc et de l'Afrique centrale.* »

Puis un second appel « *Aux travailleurs intellectuels. Oui ou non, condamnez-vous la guerre?* »

S'y retrouvent Jean-Richard Bloch, Célestin Freinet, Victor Serge. Le groupe surréaliste, (André Breton, Louis Aragon, Antonin Artaud, J.-A. Boiffard, René Crevel, Robert Desnos, Paul Eluard, F. Gérard, Michel Leiris, André

Masson, B. Péret, Philippe Soupault, Roland Tual, Roger Vitrac) signe aussi le texte ainsi que le groupe Philosophies avec Henri Lefebvre, Pierre Morhange, Georges Politzer, Georges Duhamel, Henri Jeanson, Jean Lurçat, Victor Margueritte, Henry Poulaille, Romain Rolland, Jean Rostand, Jacques Sadoul, Paul Signac, Henry Torrès, Charles Vildrac, Léon Werth, Vlaminck, etc.

### En voici quelques extraits

- « Les tragiques événements du Maroc mettent en demeure les écrivains, les “travailleurs intellectuels”, tous ceux qui par quelque point ou à quelque degré exercent une influence sur l’opinion et jouent par là un rôle public, de juger ce qui se passe en ce moment en Afrique; de dire si oui ou non ils sont d’accord avec des iniquités politiques dont la trame est trop visible; si oui ou non il leur suffit d’émettre, contre la sanglante réalité, quelques béats regrets humanitaires. Les faits sont là. »
- « Nous proclamons une fois de plus le droit des peuples, de tous les peuples, à quelque race qu’ils appartiennent, à disposer d’eux-mêmes. » - « Nous mettons ces clairs principes au-dessus des traités de spoliation imposés par la violence aux peuples faibles, et nous considérons que le fait que ces traités ont été promulgués il y a longtemps ne leur ôte rien de leur iniquité. Il ne peut pas y avoir de droit acquis contre la volonté des opprimés. On ne saurait invoquer aucune nécessité qui prime celle de la justice. Nous faisons appel par-dessus les disputes passionnées des partis politiques : A la volonté pacifique d’une opinion que toute une presse opulente s’occupe beaucoup plus à trahir qu’à éclairer. Au gouvernement de la République pour qu’il arrête immédiatement l’effusion de sang au Maroc par la négociation des clauses d’une juste armistice. A la Société des nations pour qu’elle justifie son existence par une intervention urgente en faveur de la paix. »

Louis Aragon écrit alors le recueil de poèmes « **Persécuté persécuteur** ».

#### Extrait « Il pleut sur l’Exposition coloniale<sup>48</sup> »

*Les Pénitents Les Rois Fainéants Les Sénégalais  
L’automobile du Roi du Caoutchouc  
L’Exposition coloniale  
L’anneau dans le nez de la Religion catholique  
Les hosties de la Défense nationale  
Fétiches fétiches on te brûle si tu fais  
la nique à des hommes couverts de sabres et dorures  
et l’outrage aux magistrats dans l’exercice de leurs fonctions  
L’Exposition coloniale  
L’anneau dans le nez de la Troisième République  
l’enfantement obligatoire  
Il faut des soldats à la Patrie*

### La « Vérité sur les colonies »

Tel est le titre d’une contre-exposition (septembre 1931-février 1932) à l’Exposition sur les Colonies Les surréalistes – Louis Aragon et sa compagne Elsa Trio-

let, Paul Éluard, Georges Sadoul, Yves Tanguy et André Thirion – sont chargés de cette exposition pour :

- mettre en exergue les crimes de la colonisation (travail forcé, enrôlement des troupes durant la Grande Guerre...)
- exalter les arts non européens grâce aux collections d’André Breton et de Paul Éluard ;
- un troisième volet consacré à la politique des nationalités pratiquée sur son territoire en URSS est appuyé par les communistes malgré la propagande.



Affiche de l’Exposition coloniale internationale, Paris, 1931 - Section de Madagascar, © Razana Maniraka. Coll. gallica.bnf.fr / BnF, FT 6-ENT DP-55.

Elle se déroula place du Combat, rebaptisée Place du Colonel Fabien, dans le 19<sup>e</sup> arrdt., un lieu appartenant alors à la CGTU.

Cette contre-exposition fustigeait l’exposition officielle, mettait l’accent, au moyen de panneaux, sur les crimes de la colonisation et sur la situation économique précaire des colonies, qui n’étaient aucunement le « bouclier contre la crise » vanté par le gouvernement.

Les luttes anticoloniales y étaient aussi à l’honneur, de l’Inde au Maroc en passant par le « lynchage des nègres » aux États-Unis.

### Les colonies lors de la Seconde Guerre mondiale

« La drôle de guerre » prend fin en mai 1940 lorsque les troupes allemandes passent à l’offensive. L’armée française est rapidement défaite et les Allemands entrent dans Paris le 14 juin. Le 17, le maréchal Pétain, devenu Président du conseil, annonce la décision de signer l’armistice avec l’Allemagne, armistice signé à Rethondes le 22 juin 1940. La

48. Voir la page morceaux choisis.

France est alors divisée en deux zones : au Nord, une zone contrôlée par les nazis et au Sud une zone libre où est installé le gouvernement de Vichy dirigé par le Maréchal Pétain qui entre en collaboration économique et politique avec les Allemands. Mais, face à cette situation, le général Charles de Gaulle, exilé à Londres, appelle les Français « où qu'ils se trouvent » à entrer en résistance contre les nazis.<sup>49</sup> Le 18 juin 1940, il prononce un discours à la radio britannique, la BBC, discours relayé par les radios coloniales, quelque temps après. Son appel s'adresse aussi bien aux Français de métropole qu'aux citoyens français et sujets des colonies.

Dès lors les populations des colonies doivent choisir entre la poursuite de la collaboration avec les nazis en suivant le maréchal Pétain et l'entrée en résistance aux côtés du général de Gaulle.

Durant les mois qui suivent l'appel du 18 juin, des comités s'organisent en outre-mer pour diffuser son contenu et rassembler le maximum de personnes derrière l'idée de poursuite de la guerre. Face à ces comités d'autres groupes insistent sur des valeurs également patriotiques pour inciter les citoyens français des colonies à suivre le maréchal Pétain et à soutenir le gouvernement de Vichy qui représente désormais la France. Les affrontements entre gaullistes et vichystes dans les colonies se multiplient.

Lorsque les premiers l'emportent, généralement quand les gouverneurs décident de rallier de Gaulle, les territoires entrent en résistance et des hommes s'engagent dans les forces françaises libres combattant aux côtés des Alliés.

### La participation des colonies

En plus de ces oppositions entre vichystes et gaullistes à l'intérieur des colonies, certains territoires sont des théâtres d'opérations de la guerre, et tout particulièrement le continent africain. En effet celui-ci sert de base de reconquête pour les Alliés qui souhaitent reprendre pied en Europe. Ainsi des affrontements entre les troupes françaises de Vichy, les troupes de la France Libre et celles des Alliés se multiplient-ils, impliquant une population qui ne comprend pas toujours les enjeux de la Seconde Guerre mondiale et ne distingue pas les antagonismes entre les deux légitimités françaises qui se sont constituées à partir de juin 1940. Participant aux combats les populations indigènes demandent de plus en plus à obtenir de nouveaux droits voire à accéder à l'autonomie. La Seconde Guerre mondiale se présente alors comme l'un des éléments déclencheurs de la décolonisation qui se déroule au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, mais le chemin sera encore long et plein de tergiversations politiques pour en retarder le moment. D'ailleurs, dès début 1944, le Comité Français de Libération Nationale voulait réunir les gouverneurs des territoires libérés mais dû se contenter des gouverneurs de l'Afrique à Brazzaville du 30 janvier au 8 février). Quelques propositions émergent sans transformations notables. Au plan social, l'ouverture des emplois aux indigènes mais l'encadrement aux citoyens français... Au plan économique un encou-

agement à l'industrialisation par étapes avec prudence et par étapes... Au plan administratif quelques mesures de réorganisation, sans remise en cause...

### La conférence de San Francisco

Du 25 avril au 26 juin 1945, les délégués de 50 pays se sont réunis dans la ville de San Francisco, pour travailler ensemble sur la rédaction de la Charte des Nations Unies qui donna naissance à l'ONU et changea la diplomatie et les relations internationales contemporaines.

Dans son article 1 et parmi ses buts « *Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde* »



Extrait de l'édition du 30 mars 1945 du quotidien Ce soir, dirigé par Louis Aragon. Coll. gallica.bnf.fr / BnF.

Comme le montre ce titre de presse de l'époque, les questions coloniales ne furent pas étudiées, mais l'article 1, donnait une direction qui nourrira des aspirations de libération aux peuples colonisés.

### La France tentera de retarder l'échéance

Après Brazzaville en 1944 qui balbutia quelques promesses, les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata et les répressions sanglantes suivent les manifestations nationalistes, indépendantistes et anticolonialistes survenues le 8 mai 1945 dans le département de Constantine. Ces événements se déroulent pendant le mandat du président

49. Article journal Ce soir.

du gouvernement provisoire de la République française, celui de Charles de Gaulle. Ils durent sept semaines et prennent fin le 26 juin 1945.

## La IV<sup>e</sup> République

### Elle naît au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par le référendum du 13 octobre 1946

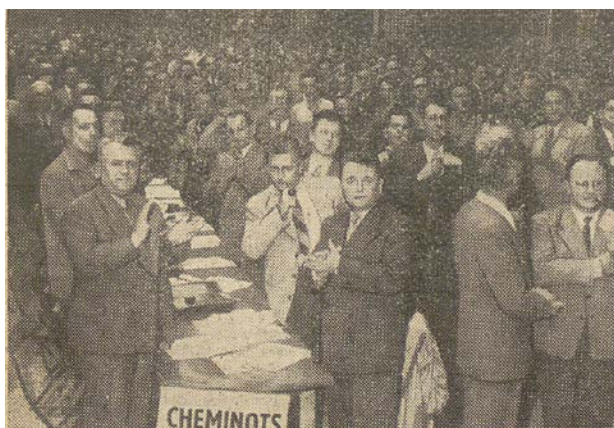
Tout au long de son histoire, du 13 octobre 1946 au 28 septembre 1958, soit près de douze ans, elle sera marquée par la guerre froide, une poussée revendicative permanente et des luttes face aux attaques du patronat et des gouvernements successifs contre les acquis de la Libération, et de luttes pour la libération des peuples colonisés.

Les gouvernements successifs tenteront d'enrayer les aspirations en répondant en partie par des mesures qui maintinrent la domination. D'abord « L'union Française (1946-1958) » en intégrant la nouvelle constitution de 1946, soumettant des conditions d'évolutions mais qui n'empêchera pas des crises et des premières désagréments et répression contre la population.

C'est ainsi que la tribune des cheminots du 1<sup>er</sup> juin 1951 titrait :

*« De graves procès sont en cours, en Côte-d'Ivoire. Quatre cents démocrates d'Abidjan, victimes d'une inqualifiable provocation colonialiste sont menacés de sanctions graves ; certains ont déjà été condamnés à des peines allant de dix-huit mois à huit ans de travaux forcés ou, de réclusion... Pour qui connaît le régime pénitencier en Afrique noire, cela signifie que la vie des condamnés est en danger »... Il faut que, rapidement, s'organise la protestation des travailleurs, de tout le peuple français, qu'elle vienne s'associer, en la renforçant, à la lutte des peuples d'Afrique noire pour l'acquittement des 400 inculpés.*

*Notre Fédération a déjà protesté auprès du président de la cour d'assises d'Abidjan et du gouverneur de la Côte d'Ivoire. Les syndicats parisiens collectent des fonds pour soutenir l'action du Comité des libertés démocratiques en*



Délégation cheminote au congrès confédéral de 1953. Photographie parue dans *La Tribune des cheminots*, n°, 15 juin 1953. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

*Afrique noire. Les cheminots français ne laisseront pas condamner leurs frères.*

Lors du Congrès confédéral de 1953, la CGT « affirme sa solidarité la plus agissante et la plus fraternelle « ... aux travailleurs des pays d'outre-mer, vous appelle à les soutenir dans leurs luttes pour leurs revendications économiques, pour l'extension de la législation sociale — et en particulier pour l'application en Afrique noire du Code du travail ; à les soutenir dans la lutte qu'ils mènent contre l'exploitation des colonialistes et pour leur émancipation nationale »

## La Constitution de 1958

Justifiant son opposition au projet constitutionnel de 1958, le Fédération rappelait que « *La Constitution de 1946 reconnaissait aux peuples le droit à disposer d'eux-mêmes, elle a été violée comme en ont témoigné la guerre d'Indochine, les actes de terreur militaire en Afrique du Nord et en Afrique Noire, la triste expédition de Suez et la guerre d'Algérie plus meurtrière que jamais. Les hommes qui ont dirigé cette politique l'ont fait pour discréditer le régime parlementaire, et la nouvelle Constitution proposée par de Gaulle n'a d'autre but que de détruire la Constitution de 1946 par ce que démocratique et républicaine. Ce n'est pas par hasard que de Gaulle a expurgé de son projet toute la partie de la Constitution de 1946 qui se rapporte aux garanties sur les droits sociaux, droit au travail, droit syndical, droit de grève, liberté d'opinion, d'expression, etc. Sans ces garanties, tous ces droits sont directement menacés.* »

La Communauté française, issue de la nouvelle Constitution de la Cinquième République de 1958, se veut une association politique proposée par le général de Gaulle, entre la France et son empire colonial. Cette nouvelle tentative de réponse du gouvernement central est dotée d'une nouvelle organisation et d'un peu de rénovation. Le changement de statut d'un état membre de la communauté pouvant être demandé par la République soit par résolution de leur assemblée territoriale confirmée par référendum. Dans les mêmes conditions, un état membre de la communauté peut devenir indépendant et cesser d'être membre de ladite communauté. Cette dernière disposition allait peser sérieusement sur l'évolution future.

La Communauté Française aura une vie éphémère et deviendra vite caduque dès 1960, car tous les membres de la Communauté optèrent pour l'indépendance sous l'impulsion de leurs mouvements populaires de libération, et les instances de la communauté cessèrent d'exister<sup>50</sup>.

Cette fin signifiait que les anciennes colonies pouvaient désormais décider de leur propre destinée sans l'ingérence directe de la France. Les militants nationalistes des anciennes colonies ont célébré cette fin comme une victoire pour leur quête d'autonomie et de souveraineté. Ils ont

50. Ce n'est d'ailleurs qu'en 1995 que les dispositions constitutionnelles la concernant furent officiellement et définitivement abrogées.

vu dans la dissolution de la Communauté française une opportunité de construire leurs propres institutions et de façonner leur propre avenir politique, économique et culturel.

Ils ont choisi de se libérer de l'influence coloniale française et de tracer leur propre voie vers l'indépendance. Leurs histoires et leurs cultures uniques ont été façonnées par ce processus de décolonisation, marquant ainsi un chapitre important dans l'histoire mondiale.

Au fil de l'histoire, où les actions et les guerres de libération y seront multiples de novembre 1946 à juin 1954 avec la guerre d'Indochine, du 1<sup>er</sup> novembre 1954 au 19 mars 1962, guerre d'Algérie, avec les mouvements de libérations nationales en Afrique noire, à Madagascar, en Tunisie, au Maroc... environ 34 pays auront acquis leur indépendance et leur libération vis-à-vis de la France dont 14 étaient issus de l'ancien empire colonial français : Cameroun, Togo, Madagascar, Bénin, Niger, Haute-Volta (Burkina Faso), Côte d'Ivoire, Tchad, Centrafrique, Congo, Gabon,

**En 1979, lors du Congrès fédéral de Nanterre,** la Fédération CGT des Cheminots s'engageait à mettre tout en œuvre pour favoriser la coopération, la compréhension et l'amitié entre les cheminots et les travailleurs d'Europe et du monde entier, et pour renforcer l'unité d'action.

*« Avec la crise de l'énergie et la division internationale du travail, les inconvénients résultant de l'inégalité de développement apparaissent encore plus flagrants qu'autrefois. Nous devons faire face à une conception qui tend à diviser le monde en pays riches et pays pauvres, avec une opposition entre eux tendant à dresser les uns contre les autres les travailleurs des pays dits « riches » et ceux des pays dits « pauvres », ce qui fait disparaître la nécessité d'une solidarité internationale entre les travailleurs de ces différents pays...*

*Cette opération se trouve confrontée avec les conséquences de la politique néo-colonialiste du gouvernement français et*



La Tribune des cheminots [actifs], n° 563, 11 décembre 1979. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C 1/7.

*des interventions militaires en Afrique qui en sont le prolongement. Les problèmes communs qui sont posés aux travailleurs français et africains et particulièrement à ceux qui sont exploités par les mêmes monopoles, appellent une large coopération avec l'O.U.S.A. (Organisation de l'Unité syndicale africaine) avec les organisations syndicales nationales des pays africains.*

*Le problème de la définition d'un nouvel ordre économique internationale se pose à tous les peuples indistinctement des régimes économiques et sociaux sous lesquels ils vivent. Personne ne pourra s'y dérober. Cette perspective ne devrait pas être dissociée de la lutte pour le désarmement et la consolidation de la coexistence pacifique dans le monde. »*

# Le 1<sup>er</sup> mai, journée de solidarité internationale des travailleurs

L'inscription au registre d'état civil du mouvement ouvrier international l'acte de naissance du 1<sup>er</sup> Mai<sup>51</sup> « né le 20 juillet 1889 à Paris, 42, rue de Rochechouart, à la fin du congrès constitutif de la Deuxième Internationale socialiste, réuni à l'occasion du centenaire de la Révolution française et de l'anniversaire de la commune de Paris... »



Timbres CGT collés sur une carte de syndiqué, 1959. IHS-CGT cheminots, Archives Gaston Pisson, 14 P.

Les courants politiques et syndicaux existants se rassemblèrent sur cette même décision, tant ceux du congrès international socialiste que ceux du congrès marxiste qui n'avaient pu s'entendre au préalable et tenaient simultanément congrès, mais séparément à Paris du 14 au 21 juillet. L'un rue de Lancry, l'autre à quelques pas plus loin salle Petrelle.

La date retenue pour cette Journée Internationale Ouvrière fut fixée au pour exiger la journée de 8 heures à l'instar notamment des manifestations nationales américaines de Chicago depuis 1886.

## Le texte de l'appel de 1889 dans son intégralité :

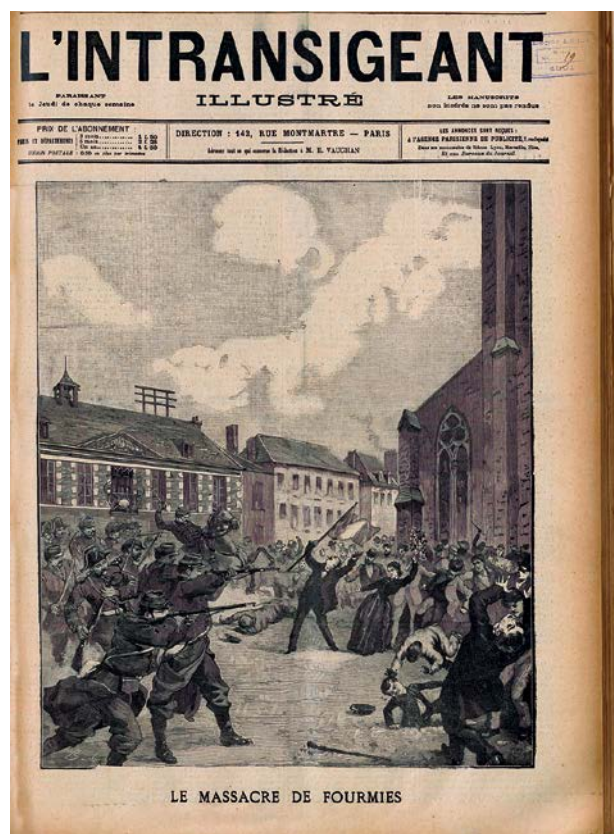
« Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.

Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur seront imposées par la situation spéciale de leur pays. »

## Pourquoi la date du premier mai ?

Encore de nos jours, diverses interprétations des raisons qui incitèrent les délégués de l'AFL<sup>52</sup> à retenir le 1<sup>er</sup> mai comme échéance d'une grande phase de la lutte pour la journée de huit heures. Certains évoquent le muguet ou l'arrivée du printemps... la plus plausible semble être qu'elle était la date correspondant alors au premier jour de l'année comptable des entreprises en Amérique.

Le premier 1<sup>er</sup> mai se déroule en 1890 en France. Les ouvriers défilent pour demander la journée de huit heures. Ils portent un triangle rouge à la boutonnière. Ses trois côtés symbolisent le partage du temps entre le travail, le loisir et le sommeil.



Une de *L'intransigeant illustré* du 14 mai 1891. Coll. gallica.bnf.fr / BnF, FOL LC2 3980 (BIS).

Le journal le « Matin » du 2 mai 1890 titra 1<sup>er</sup> mai 1890: « une première Fête du Travail » déjà frappée du sceau politique y voyant un travers contre-productif ».

51. Georges Séguy, les 100 ans du premier mai.

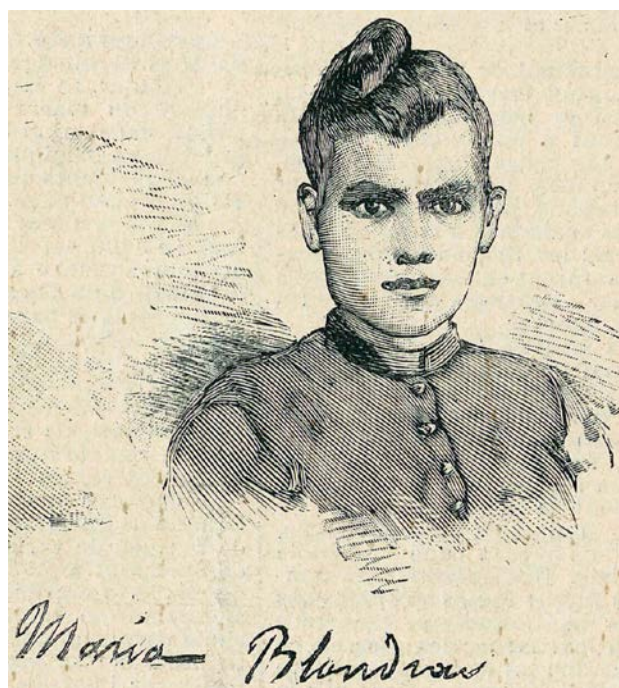
52. American Federation of Labour.

« Le Petit Journal » du même jour titre sur « une journée pacifique » et poursuivant « qui appartient désormais à l'histoire et comptera parmi les grandes journées ». Concluant « Qui ne serait frappé, en lisant le compte rendu de cette manifestation, de la sagesse populaire, des progrès accomplis, du calme des esprits, de l'attitude pacifique des masses qui devient contagieuse et s'impose aux plus turbulents... »

La répression qui frappa les ouvriers américains qui affrontèrent les forces patronales et policières de leurs pays dans leurs luttes pour les 8 heures lors des années fit des émules parmi le patronat du textile qui ne voulait faire aucune concession sociale sur les 8 heures notamment.

Le 1<sup>er</sup> mai 1891 à Fourmies, le patronat local se courrouce. Si les revendications du prolétariat sont clairement affirmées, la journée se veut également festive. On prévoit un pique-nique qui sera suivi d'un bal populaire. Le patronat, de son côté n'a pas le cœur aux réjouissances et avertit qu'il ne fera aucune concession aux manifestants, en même temps qu'il exerce des pressions sur sous-préfet, pour que la troupe gagne la cité fourmiesienne. Et, en effet, la troupe arrive et tire sur la foule, les dix personnes mourront sous les fusils de la troupe à Fourmies, lors de la première manifestation du Premier mai.

Maria Blondeau, 18 ans ouvrait le cortège avec sa compagne Louise Hublet, 20 ans, portant toutes deux des bouquets d'aubépines. Juste derrière elles, l'ami de Maria, Kléber Giloteaux, portait un drapeau français endeuillé d'une cravate noire. Tous trois furent tués par les soldats mobilisés en force et armés du fusil Lebel (déjà utilisé contre les communards une décennie plus tôt), sept autres personnes connurent le même sort, manifestants ou simples badauds.<sup>53</sup> Ces répressions et injustices com-



Portrait postume de Maria Blondeau, détail extrait d'une illustration des fusillés de Fourmies lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1891 (*L'Intransigeant* illustré, 14 mai 1891). Coll. gallica.bnf.fr / BnF, FOL LC2 3980 (BIS).

misses au cours de ce jour tragique susciteront une énorme émotion et d'innombrables commentaires de condamnations, interpellant le niveau gouvernemental. Elles passeront à la postérité du mouvement social sous le nom de « fusillade de Fourmies » et donneront aux ambitions du 1<sup>er</sup> mai une dimension irréversible. L'indignation provoquée par ce massacre traverse aussitôt le pays et dépasse les frontières. Sans nul doute, ce drame contribua à donner à cette journée une nouvelle dimension de lutte, de solidarité et de générosité ouvrières.

## Quelques 1<sup>er</sup> mai en France

**1906 :** À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'enthousiasme initial tend à s'estomper. C'est la CGT, inspirée par le grand projet de la grève générale et par le désir de paix entre les nations, qui réactive les mobilisations. Ce désir de « prendre la rue » culmine à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai 1906 qui fut certainement la plus grande manifestation organisée par la jeune CGT en faveur des huit heures.

**1919 :** L'expérience révolutionnaire qui se joue à l'Est concentre tous les regards et encourage toutes les audaces. Une dynamique révolutionnaire se déploie à nouveau. Pour contrer son extension, le gouvernement de Clemenceau présente, le 8 avril, un projet de loi sur la journée de huit heures. Il est voté à l'unanimité par la Chambre le 17 avril et ratifié le 23 par le Sénat. Le 1<sup>er</sup> mai sera cette année-là d'une ampleur considérable. Dorénavant, le 1<sup>er</sup> mai rime également avec l'espoir d'un changement de société.

**1936 :** Face au péril fasciste, une puissante vague unitaire déferle sur le pays ; elle se concrétise au sommet par la



Affiche CGT, 1<sup>er</sup> mai 1936. Flo-Collection IHS-CGT.

53. <https://maitron.fr/spip.php?article210485>, notice BLONDEAU Emélie, dite Maria par Marianne Enckell, version mise en ligne le 13 janvier 2019, dernière modification le 21 juin 2019.

création d'un Comité national de rassemblement populaire au lendemain du 14 juillet 1935. Cette contagion unitaire gagne le mouvement syndical, et le Congrès de Toulouse, du 2 au 6 mars 1936, met fin à quinze années de divisions syndicales. Le 1<sup>er</sup> mai 1936 sera le cadre d'arrêts massifs du travail et de puissantes manifestations qui annoncent les grèves généralisées avec occupation des usines qui se produisent dans les semaines qui vont suivre.

**1941 :** C'est pendant l'occupation allemande que les responsables de l'État français décident, les 12 et 24 avril 1941, à l'image de ce qui a été pratiqué dans l'Allemagne nazie ou en Espagne franquiste, d'institutionnaliser le 1<sup>er</sup> Mai pour en subvertir le sens originel. Dorénavant, cette journée est officiellement désignée comme la fête du Travail et de la Concorde sociale et elle devient chômée. Tout est fait cette occasion pour vider le 1<sup>er</sup> Mai de sa substance révolutionnaire et pour le rattacher aux vieilles coutumes pagano-religieuses.

**1945 :** Au lendemain de l'écrasement du nazisme, le 1<sup>er</sup> mai est universellement célébré. En revendicative et de la bataille pour le redressement national.



Affiche CGT, [vers 1945] : allégorie de la CGT libérée triomphant de la Wehrmacht, du fascisme, des trusts et du Régime de Vichy, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, 1-AFF-000625.

**1947 :** le 1<sup>er</sup> mai est un jour férié, obligatoirement chômé et payé.

**1954 :** se transforme en un rassemblement sur la pelouse de Reuilly. Les défilés sont interdits par le gouvernement après le massacre du 14 juillet 1953, qui a vu sept manifestants algériens et français mourir sous les balles de la police.

**1967 :** Après quinze ans d'interdiction à Paris, la CGT décide, pour le 1<sup>er</sup> mai 1967, de reconquérir les rues de Paris en lançant un appel à manifester de la République à la Bastille. Ce jour-là, près de cent mille travailleurs défilent dans les rues, faisant la démonstration que les conditions de l'explosion sociale à venir étaient réunies.

## Des années 1980 jusqu'à aujourd'hui

**Dans les années 1980, un certain nombre d'acteurs** réfugiés, immigrés, etc. s'approprient à juste titre cette journée.

**À partir de 1988, le Front national s'en empare aussi,** plaçant lui Jeanne d'Arc au cœur de ses célébrations.

**En 2002 : le 1<sup>er</sup> mai dépasse de loin le défilé syndical.** Plus d'un million et demi de personnes descendent dans les rues ce mercredi-là pour dire « non à Le Pen » et participent à son échec au second tour de l'élection présidentielle.

**En 2020<sup>54</sup> : situation inédite où toutes les manifestations et rassemblements sont interdits pour cause de pandémie...** Confinement oblige, la journée s'organise depuis chez soi, mais avec autant de revendications... les syndicats du monde organisent un concert en ligne... l'initiative choisie par de multiples organisations syndicales est donc un concert, pour célébrer l'internationalisme revendiqué par les syndicats. Parmi les organisations à l'initiative de cette vidéo collective : CGT France, FGTB Belgique, CGIL, UIL et CISL Italie, CCOO et UGT Espagne, KTR Russie, DISK Turquie, PIT-CNT Uruguay, CTC Cuba, CDT Maroc, KCTU Corée, COSATU Afrique du sud, CTAT, CTAA (Micheli) et CGT Argentine, CUT Brésil, CUT Chili, CGTP Portugal, TUC Royaume uni, SENTRO Philippines...

## Les cheminots, acteurs de l'action solidaire et internationale

### Cheminots de tous les services, en avant pour un 1<sup>er</sup> Mai de lutte directe

Extrait de *La Tribune des cheminots* [unitaires], n° 326, 1<sup>er</sup> mai 1931. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/3.

Les cheminots vont nourrir leur participation importante à cette action internationale et solidaire et seront présents à ce rendez-vous annuel de solidarité de luttes autour de leurs revendications toujours dans l'esprit de l'appel du 20 juin 1889.

S'il est impossible de remonter tous les « 1<sup>er</sup> mai cheminot » depuis 1890, nous pouvons en visiter quelques-uns en nous appuyant sur les Tribunes des cheminots qui contextualisent chaque 1<sup>er</sup> mai mis en exergue.

#### 1<sup>ER</sup> MAI 1924

A quelques jours des élections parlementaires, la Fédération s'adresse aux cheminots : « Dans votre intérêt, dans l'intérêt des révoqués, dans l'intérêt de la classe ouvrière,

54. Source NVO mai 2020.

**Le Bloc National c'est l'ennemi**  
 Pour les Réintégrations, Pour les Huit heures, Pour les 1.800 !  
**ABATTEZ-LE !**

Extrait de *La Tribune des cheminots* [confédérés], n° 180, 1er mai 1924. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/2.

le 11 mai 1924, pas une voix de Cheminot ne doit aller aux caméléons du Bloc National dont nous publions les noms plus loin. Pas une voix ne doit aller à un candidat qui ne s'engage, s'il est élu, à voter, dès le début de la prochaine législature, la réintégration de nos révoqués. Cheminots, vous saurez tous accomplir votre devoir. »

**1<sup>ER</sup> MAI 1931**

**PAS UN SOU EN MOINS DANS NOS SALAIRES :: PAS UNE MINUTE EN PLUS DANS LE TRAVAIL.**

**Pour cela, manifestez le Premier Mai!**

Extrait de *La Tribune des cheminots* [unitaires], n° 325, 15 avril 1931. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/3.

**1<sup>ER</sup> MAI  
1950**

**POUR LES 3.000 Fr.  
POUR LA PAIX**  
 les cheminots participeront en masse aux manifestations de la C.G.T. organisées par les Unions locales et départementales.

Extrait de *La Tribune des cheminots*, [n° 1], 15 avril 1950. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/7.

**La fédération montre les désastreux effets de la crise économique mondiale sur la corporation des Cheminots tant aux Etats-Unis d'Amérique puis Angleterre, Allemagne, Italie, Autriche, Pologne, Belgique, France...**

C'est autour des revendications qui touchent leurs quotidiens et leurs aspirations que leurs luttes que les cheminots sont appelés à se mobiliser pour le premier mai 1950, notamment sur le plan salarial où le gouver-

nement, le ministère et la direction refusent de répondre aux revendications tant attendues des 3000 F et quand les autres fédérations CFTC, FO et les cadres quittait le terrain de la lutte et de l'unité.

Cependant, il y a de l'argent. Mais cet argent est destiné uniquement à l'augmentation des dépenses de guerre. Or, les cheminots ne veulent pas la guerre : Ils veulent avoir de meilleurs salaires pour vivre.

Ils ne veulent pas se sacrifier pour les milliardaires américains et leurs domestiques, les gouvernants français.

Prenez votre place dans le grand combat pour la paix. Faites plus encore, constituez partout, dans les services, les établissements, vos Comités de Défense de la Paix.

**1956**

Sous le titre « JOURNÉE D'ESPOIR ET REVENDICATIVE »

Raymond Tournemaine, Président de la Fédération écrivait (*Extraits*).



Extraits de *La Tribune des cheminots*, n° 134, 2 mai 1936. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/7.

« ...les cheminots sont appelés à manifester pour une journée d'espoir, d'amélioration du sort de la classe ouvrière, de son pouvoir d'achat, de ses conditions de travail, des perspectives meilleures pour l'avenir ».

« Au cours de cette journée du 1<sup>er</sup> Mai, ainsi que dans nos manifestations et réunions, nous n'oublierons pas de réclamer, avec encore plus de vigueur et plus de persuasion, le cessez-le-feu et la négociation pour aboutir à la paix en Algérie »

« RENFORÇONS LE COURANT DE L'UNITE » : L'arme essentielle pour aboutir à des résultats, c'est l'unité d'action d'abord, l'unité syndicale ensuite.

**1<sup>ER</sup> MAI 1969**

**La tribune des cheminots diffuse l'appel de la CGT :**



Extrait de *La Tribune des cheminots*, n° 419, 17 avril 1969. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/7.

« Le 1<sup>er</sup> mai 1968... La détermination manifestée par les salariés annonçait l'affrontement qui allait opposer les travailleurs au pouvoir gaulliste et au patronat. En mai-juin 1968, des lieux de travail occupés dans l'ordre, la discipline et l'unité, s'élevait une double exigence, la satisfaction de vos revendications les plus urgentes et les plus vitales et les changements qui devront mettre un terme à la politique autoritaire et antisociale du pouvoir et du patronat. Guidés par les organisations de la C.G.T., vous avez déjoué les manœuvres gouvernementales et les provocations aventuristes. Unissant les audacieuses initiatives de la jeunesse à la réflexion des militants aguerris, vous avez su imposer les succès du printemps 1968, affirmer votre volonté d'un changement démocratique. »

1<sup>ER</sup> MAI 1981



Une de la Tribune des cheminots, n° 578, 1<sup>er</sup> avril 1981. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/7.

Le premier mai se déroule en pleine élection présidentielle, la CGT prend position...

Extraits de l'éditorial de Robert Dardevet, secrétaire fédéral.

« AGIR DANS LA CLARTÉ

La C.G.T. tient, contre vents et marées, les positions de défense des intérêts des travailleurs dans une situation originale. Depuis deux ans, nous sommes dans une nouvelle phase d'aggravation de la crise de la société capitaliste. Sur le plan syndical, nous sommes seuls à en tirer les conséquences, seuls à lutter tous azimuts contre l'austérité renforcée et profondément enracinée dans l'organisation

sociale, économique et politique de notre pays, dont sont victimes les travailleurs. Par l'action revendicative, la lutte pour le changement, nous avons la capacité de riposte et l'orientation qui convient, nous ne sommes pas isolés. La C.G.T. affirme fermement, sans concessions, ni atermoiements, son rôle, sa raison d'être l'organisation combative qui lutte avec les salariés ».

1<sup>ER</sup> MAI 2003

Sous le titre « Nous voulons la paix et le progrès social! Extrait de l'éditorial de Jean-Michel Sgorlon, secrétaire général adjoint;



Une de la Tribune des cheminots, n° 802, avril 2003. Coll. IHS-CGT cheminots, 4 C1/8.

« ...Message qui résonnera à nouveau dans toutes les grandes villes du monde, le 1<sup>er</sup> Mai. Cette journée internationale de fête du Travail et de lutte revêt un caractère particulier cette année, notamment dans notre pays où les décisions gouvernementales et patronales plongent la nation dans la régression économique et sociale.

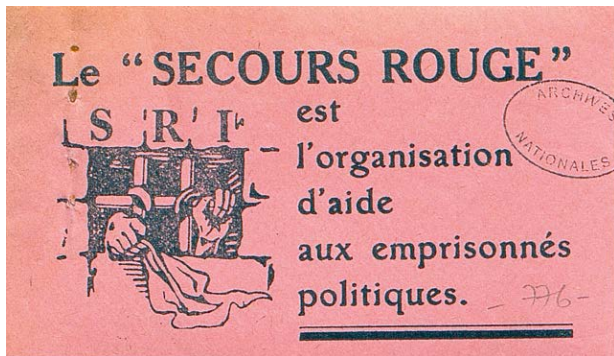
Fermetures d'entreprises, licenciements massifs, privatisations se conjuguent avec les attaques contre les retraites, la protection sociale, les services publics, le pouvoir d'achat, les libertés individuelles et collectives... ».

# Du Secours rouge international au Secours populaire

*L'histoire de notre fédération depuis le secours rouge international puis le Secours populaire de France et des colonies puis le Secours populaire Français s'écrit dans une lignée de convergences permanentes et complémentaires de leurs combats, incarnant une notion révolutionnaire de la solidarité.*

## Une histoire en trois étapes<sup>55</sup>

### I. 1923-1936 : le Secours rouge international



Source : Archives nationales.

Dans les années 1920, la Première guerre mondiale a profondément marqué la France. Des millions de civils ont été victimes des combats et des destructions. Des militants communistes vont créer, en 1923, la section française du Secours rouge international, à laquelle participent également des antifascistes, des intellectuels de renom comme Henri Barbusse, Romain Rolland ou Francis Jourdain.

L'association va s'intéresser au sort des bagnards, des militants anticolonialistes, des ouvriers licenciés pour activité syndicale ou politique, des prisonniers politiques et de leurs familles. Elle va, entre autres actions, largement participer aux rassemblements en France demandant la grâce de Sacco et Vanzetti, injustement condamnés à mort et exécutés en 1927.

Dès cette période, l'association développe des activités sociales destinées aux enfants démunis : colonies de vacances, aide aux enfants des chômeurs dont elle rend compte dans son magazine, La Défense, créé en 1926.

### II. 1936-1945 : le Secours populaire de France et des colonies

À la faveur du Front populaire et dans l'intention de s'ouvrir plus largement à la société civile, l'association change de nom pour devenir le Secours populaire de France et des colonies en 1936. C'est en 1938 que le slogan « Tout ce qui est humain est nôtre » devient la devise de l'association, toujours en vigueur aujourd'hui. Le Secours se fait l'expression de la solidarité populaire. Déjà très engagé dans la dénonciation des conditions de vie des populations natives dans les colonies, il organise aussi l'aide à l'Espagne républicaine, notamment en apportant de l'aide matérielle sur place puis en soulageant les familles

réfugiées en France et souffrant dans les camps d'internement. Il apporte également soutien aux populations réfugiées de l'est et du sud de l'Europe fuyant les régimes fasciste et nazi jusqu'en 1939.

Durant la Seconde guerre mondiale, le Secours populaire français, malgré son interdiction, poursuit ses actions de solidarité, édite des numéros de La Défense dans la clandestinité. La moitié des cadres dirigeants sont fusillés ou déportés pendant l'Occupation. L'association se réorganise dans le Paris de la Libération et envoie, dès décembre 1944, des enfants en vacances.



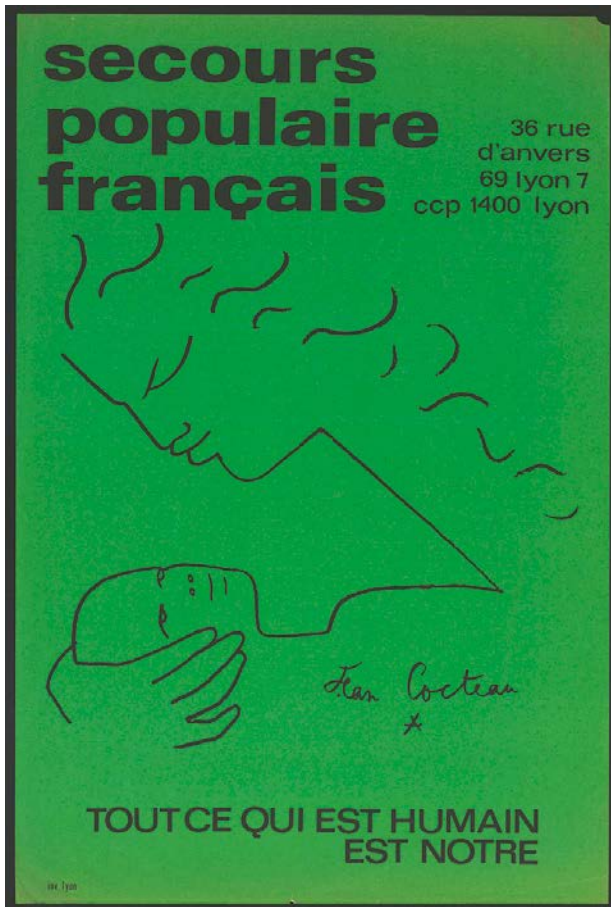
Affiche, 1936. Source : gallica.bnf.fr / BnF.

### III. Depuis 1945, le Secours populaire français

Le Secours populaire français naît en 1945 de la fusion du Secours populaire de France et de l'Association nationale des victimes du nazisme (ANVN.).

L'association soutient les grévistes et victimes des répressions politiques entre 1945 et 1948. Elle intervient auprès des populations victimes des guerres coloniales de Madagascar (1947-1948), d'Indochine (1945-1954), du Vietnam (1960-1975) et d'Algérie (1954-1962) en

55. Source : page web du secours populaire français <https://www.secourspopulaire.fr/qui-sommes-nous/histoire/>



Affiche du Secours populaire français d'après un dessin de Jean Cocteau, 1960. Archives nationales du monde du travail, 1998 20 402.

offrant un soutien juridique important prodigué par les « Avocats du Secours populaire ». Il aidera aussi les victimes des dictatures, en Espagne et en Grèce entre 1945 et 1976.

Dès la fin des années 1950, l'idée de solidarité s'élargit : elle est désormais morale et matérielle.

En 1959, le Secours populaire français aide les victimes de l'effondrement du barrage de Malpasset, près de Fréjus, et ceux du tremblement de terre d'Agadir au Maroc en 1960. Il aide les enfants des grévistes lors de la lutte des mineurs en 1963 et des grandes grèves de 1968. La campagne de Noël pour les enfants et les personnes âgées s'intensifie. De nombreuses personnalités du monde artistique et culturel soutiennent ses actions, notamment Jean Cocteau qui donne des illustrations pour des affiches ou des publications.

Au cours des années 1970, le Secours populaire français développe de nouveaux axes de réflexion et d'action. Ainsi, l'aide à l'enfance passe par la création de la campagne des Pères Noël verts et de la Journée des Oubliés des vacances. Ensuite, l'association engage tous ses militants dans la récupération des surplus agricoles d'abord français (puis européens à partir de 1984). Enfin, la solidarité mondiale s'exerce dans les pays frappés par la dictature comme l'Espagne, la Grèce ou le Chili où le Secours populaire se rend dès 1973. Plusieurs campagnes se succè-

deront pour apporter de l'aide matérielle aux familles des emprisonnés ou disparus. Le disque Chants pour les enfants du Chili sortira en 1977, avec les chansons des plus grands artistes de l'époque.

Dans les années 1980, le Secours populaire français prend en compte les grands changements de la société liés à la crise et au développement de la misère.

Par le choix de son logo, signé Grapus<sup>56</sup>, et son nouveau magazine, Convergence l'association affirme pleinement sa stratégie dans de nouvelles formes de solidarité. La permanence d'accueil et de solidarité devient le pivot des actions au centre de laquelle peuvent s'organiser les libres-services alimentaires nés des surplus, l'accès aux vacances, l'accès à la culture pour tous, les points Jeunes pour lutter contre l'exclusion et redonner de la dignité à ceux qui croient l'avoir perdue.

Fort de son expérience, le Secours populaire français innove sur les questions d'implication bénévole : il favorise la participation des personnes aidées dans un souci de refus de l'assistanat. Les Nouveaux cahiers de doléances de 1989 recueillent la parole des « sans-voix » pour être remis à Matignon, dans les préfectures et les conseils généraux. Le prolongement de l'action prendra le nom « Le dire pour agir ». L'association est alors agréée comme association nationale d'éducation populaire le 10 janvier 1983, puis reconnue d'utilité publique le 12 mars 1985. L'aide internationale, qui s'appuie sur l'héritage des luttes anti-coloniales, s'intensifie via des projets de développement toujours portés par des partenaires locaux. En 1991, le Secours populaire français se voit décerner le label « Grande cause nationale ». Dès lors, il élargit considérablement son activité et sa notoriété. A la suite de l'adoption par les Nations unies de la Déclaration des droits de l'enfant, le mouvement Copain du monde, créé en 1992, donne aux enfants le loisir de pratiquer la solidarité.



Affiche réalisée par le collectif Grapus. Dépôt GRAPUS - Archives Communales d'Aubervilliers, 10 Fi 641.

56. Grapus est un collectif de graphistes fondé en 1970 par Pierre Bernard, François Mische et Gérard Paris-Clavel.

Dès 2000, les grandes manifestations organisées pour la Journée des oubliés des vacances à Paris Bercy, au Stade de France et au Champ-de-Mars sont des succès populaires. Le travail en faveur des enfants vaut au Secours populaire français d'être reconnue comme association complémentaire de l'enseignement public. Dans le même temps, les actions menées par l'association lors des grandes catastrophes comme le tremblement de terre en Haïti et le tsunami en Asie du Sud-est confirment sa place dans le champ de l'aide au développement à une échelle jamais atteinte.

Aujourd'hui, affirmant son indépendance totale à l'égard de l'Etat, des partis politiques et des syndicats, le Secours populaire français se veut « aiguillon des pouvoirs publics ». Il est avant tout, l'avocat des pauvres.

Il favorise également les partenariats avec les entreprises pour développer ses actions de solidarité tout en continuant de coopérer avec d'autres associations. Dans ce

sens, pour défendre une aide alimentaire européenne à la hauteur des besoins, le Secours populaire français a, depuis 2010, engagé tous ses moyens pour maintenir le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) avec les Banques Alimentaires, la Croix-Rouge française et les Restos du Cœur. La mise en place du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) a été obtenue.

En 2015, l'association fête ses 70 ans, 70 ans qui constituent le socle de nouvelles ambitions de solidarités locale et mondiale. La Fédération des cheminots et le Secours populaire mènent ensemble et unissent leurs forces dans le respect de leurs prérogatives pour apporter des réponses avec des actions communes et des aides mutuelles.<sup>57</sup>

---

57. Pour en savoir plus, nous vous recommandons quelques ouvrages : Le Secours populaire 1945 – 2000, du communisme à l'humanitaire par Axelle Brodriez Ed. Presses de Sciences Po, 2006 Julien Lauprêtre, sa vie, son œuvre au Secours populaire. Paul Dunez. L'Harmattan, 2009.

# La création de l'Orphelinat Syndical

*En 1903, les militants du Syndicat National des Chemins de Fer en émettent l'idée qui fit rapidement son chemin et devint une réalité l'année suivante.*

## Compte rendu du 14<sup>e</sup> Congrès National

### SIXIÈME SÉANCE

Samedi 2 mai, matin.

La séance est ouverte à 8 heures sous la présidence du camarade MERRIER, de Paris-Orléans, assisté des camarades BAILLEUL, de Sotteville et RENAUDIN, de Mantes.

#### CRÉATION D'UN ORPHELINAT

L'ordre du jour appelle la discussion des propositions ci-après, relatives à la création de diverses œuvres de solidarité :

- a) *Création d'un orphelinat syndical ;*

Extraits de *la Tribune de la Voie ferrée*, n° 258, 12 juillet 1903. Coll. IHS CGT cheminots, 2 C.

Au Congrès de mai 1904<sup>58</sup>, l'Orphelinat Syndical, tel était alors son nom premier, était créé et le Journal Officiel des 15 et 16 juillet de la même année consacrait son existence.

Dès ses débuts, il compta 481 adhérents et secourut presque aussitôt 12 pupilles.

Deux ans plus tard, le 4 février 1906 un congrès extraordinaire se tint à Paris pour donner à « l'Orphelinat du Syndicat » une administration distincte. L'œuvre qui prendra le nom de « Orphelinat National des Chemins de fer de France » se développa rapidement. Ses animateurs songèrent alors à la doter d'un établissement dans lequel pourraient être reçus, dans un cadre vraiment familial, les enfants ayant perdu leur père, leur mère ou les deux. Pour parvenir à ce stade, pour arriver à réaliser un projet aussi vaste, il fallut un certain nombre d'années, car les ressources de l'Orphelinat étaient modestes, comparativement aux charges qui, déjà, alourdissaient son budget. Quelques dons généreux, les collectes faites au cours des réunions syndicales ainsi qu'une part des bénéfices réalisés lors du lancement d'une loterie nationale, organisée sous l'égide et le concours du gouvernement de l'époque, permirent enfin l'acquisition, en mai 1911, du château d'Avernes situé en plein Vexin dans le département du Val d'Oise.

En 1911, une phase nouvelle, pleine d'espoir, commençait pour l'Orphelinat National des Chemins de fer de France. L'hébergement de nos pupilles devient une des activités dominantes de l'association sans pour autant dévaloriser les allocations versées aux pupilles restés dans leur famille. Notre établissement d'Avernes jouera aussi

L'ordre du jour suivant est mis aux voix et adopté à l'unanimité :

*Les délégués au 14<sup>e</sup> Congrès national consacrent le principe de la création d'un Orphelinat, dont le fonctionnement n'aura lieu qu'après constatation par le Conseil d'administration du Syndicat national des ressources suffisantes lui en permettant l'établissement.*

Signé : AUDUREAU, de *Saintes et les Sables-d'Olonne* ; GABORIT, de *La Roche-sur-Yon et Cholet* ; LACARRÈRE, de *Thouars et Loudun* ; LAPARRA, de *Tours et Courtalain* ; CONTI, de *Paris-Ouest R. G. et Etat* ; EYZAC, de *Vendôme*.

La séance est levée à midi.

Les secrétaires du Congrès :

BIDAMANT, FAURE, GAYDE.

un grand rôle dans le développement de la solidarité nationale et internationale.

1914-1918 : accueil d'enfants de réfugiés victimes de la guerre.



Foyer du Vésinet. Source : [www.oncf.asso.fr](http://www.oncf.asso.fr).



Accueil des enfants de Bilbao. Source : [www.oncf.asso.fr](http://www.oncf.asso.fr).

58. Source site web <https://www.oncf.asso.fr/histoire>.

**En 1931**, les administrateurs de l'Orphelinat décident de construire un foyer au Vésinet pour accueillir les adolescents jusqu'à la fin de leurs études d'apprentissage.

**1937-1939** : accueil de 62 pupilles espagnols victimes de l'action fasciste contre la République espagnole. Des orphelins vietnamiens ont été accueillis durant la longue guerre que leur pays a connue.

**1948**, l'association acquiert le Pecq pour héberger les adolescentes.

**En 1951**, elle acquiert la Bouzareah pour accueillir les enfants des cheminots algériens, établissement qui sera cédé aux cheminots algériens en 1962, à la fin de la guerre d'Algérie. Depuis sa création, l'ONCF a dû constamment s'adapter aux mutations sociales et politiques. Son action de solidarité et son développement ont toujours été très étroitement liés avec l'évolution des acquis des luttes et la réponse effective aux besoins sociaux de ses pupilles.

Ainsi, et pour ne prendre qu'un exemple, **durant les années 1965-1970**, le développement des luttes et l'évolution positive qui en a résulté ont permis le maintien des pupilles dans leurs familles et, par conséquent, une forte diminution des demandes d'hébergement dans nos établissements. En 1977, c'est à partir de cette évolution que les militants participant au XII<sup>e</sup> congrès, décidaient, avec lucidité et courage, le principe de la fermeture de nos établissements dans le temps avec le souci de préserver l'avenir de l'association par la réorientation et le développement de notre politique de solidarité.

**1980** : Fermeture du Pecq



Château d'Avernes, vers 1910. Source : [www.oncf.asso.fr](http://www.oncf.asso.fr).

**1981** : Fermeture du Vésinet. Notre établissement d'Avernes accueillait 15 de nos pupilles en séjour de vacances, avec prise en charge financière totale par notre association.

**En décembre 1984** elle répondra à l'initiative de solidarité internationale « Noël Enfant » lancée par la CGT pour soutenir la longue grève des mineurs anglais en faisant un don de 10 000 F.

**1985** : Fermeture d'Avernes Dans le même temps, un effort très important a été fait en matière d'allocations versées à nos pupilles.

Pour ne prendre qu'un exemple, de 1980 à 1985, l'allo-

cation de base (orphelin de père ou de mère) a été revalorisée de 500 à 1 900 F (soit 380 %). Notre politique de solidarité s'est aussi développée pour répondre aux besoins de loisirs et vacances de nos pupilles. En 1986, avec le concours de la Fédération CGT des Cheminots, un premier séjour de neige était organisé pour nos pupilles dans la vallée de Chamonix, au chalet Pierre Semard. En 1987, le Conseil d'Administration de l'ONCF a décidé de verser 40 000 F au Fonds de solidarité des cheminots en lutte à la suite de leur grande grève (décembre 86 – janvier 87).

**Avec le concours du CCE SNCF**, nous offrons à l'ensemble de nos pupilles de 4-17 ans, des séjours de vacances entièrement gratuits, été comme hiver, et, pour les 18-25 ans, de nombreux séjours de vacances spécialisés en France et à l'étranger avec prise en charge à 90 % par l'ONCF. Depuis, le nombre de nos pupilles bénéficiaires de ces types de séjours de vacances ne cesse de progresser.

**De 1990 à 1996**, et toujours avec le concours du CCE SNCF et de l'Orphelinat des Chemins de Fer Espagnols ont eu lieu des échanges de pupilles. Outre l'approche des richesses culturelles de chacun des pays et l'intérêt de parfaire, pour certains, l'usage de la langue, ce type d'échange permet le tissage et le renforcement de liens d'amitié entre jeunes de pays différents. Il conforte l'action que mène notre association en faveur de la paix et contre le racisme.

Notre association, indépendamment du développement de sa politique de solidarité, va aussi, durant cette même période, jouer un rôle au niveau national et international.

**Depuis 1991**, une aide a été instaurée pour favoriser l'accès à la culture nécessaire à l'épanouissement de nos pupilles; tout en continuant à agir pour exiger que l'état et les pouvoirs publics, locaux et régionaux, assument leurs responsabilités.

**En 1994**, année du quatre-vingt-dixième anniversaire, notre association a marqué cet événement en lançant la construction d'un centre d'accueil dans le but d'accueillir nos pupilles en cours de scolarité ou suivant des études supérieures, en apprentissage ou en formation professionnelle, à la recherche d'un emploi ou de stages. Ce centre aura aussi pour mission de répondre à leurs besoins culturels, de loisirs et de vacances.

**En 1995**, année de notre XIII<sup>e</sup> congrès, pour la première fois, nous avons organisé un séjour pour nos pupilles handicapés de moins de 30 ans, accompagnés d'un parent, au chalet Pierre Semard. Ce fut une réussite. L'ONCF a permis aux présents (handicapés ou non) de redécouvrir la force de la solidarité. « Une première »... une réussite... qui se renouvelle tous les ans.

**En 1996**, nous avons inauguré notre Maison d'accueil située près de la mairie de Montreuil. Cette réalisation se situe aujourd'hui dans la continuité de l'action de notre association et de la reconstitution de son patrimoine immobilier. Dès l'ouverture, cinq de nos pupilles suivant des études en Ile-de-France y sont accueillis; il est à noter

que trois d'entre-eux ont repris leurs études grâce à cette opportunité.

**En 1997**, un week-end culturel est proposé aux pupilles pour leur faire découvrir le salon du livre de Montreuil. Cette initiative a lieu désormais tous les ans et voit le nombre de pupilles présents augmenter chaque année. Elle est complétée par diverses activités organisées avec l'aide des militants des groupes et des comités régionaux, qui font découvrir tantôt la cité de l'espace à Toulouse, tantôt la patrouille de France à l'entraînement à Aix en Provence, ou encore Brest 2000, le salon de la BD à Angoulême, le festival du cinéma à Cannes, à Gérardmer ou à Clermont-Ferrand, et aussi la pratique de l'attelage près de Pau.

**En 1998**, afin d'accroître ses offres en matière de loisirs/vacances, l'ONCF, partenaire avec la Fédération CGT

des Cheminots au sein d'une société civile, propose à ces pupilles de séjourner au Chalet Pierre Semard dans la vallée de Chamonix, grâce à une bourse qui vient en déduction des frais de séjour selon le type de prestation choisie.

**En 2001**, cette aide sera doublée pour nos pupilles handicapés. Pour répondre à des besoins identifiés et ponctuels des pupilles, le conseil d'administration décide la création d'un Fonds Spécial de Solidarité.

**Le 8 juillet 2014**, l'ONCF marquait brillamment son centenaire de solidarité

L'Orphelinat National depuis sa création, du fait de sa sensibilité, a constamment lié son action avec celle du mouvement ouvrier, et plus naturellement avec l'action menée par la Fédération CGT des Cheminots, dont il est l'une des réalisations sociales.

## Morceaux choisis

Louis Aragon écrit alors le recueil de poèmes « Persécuté persécuteur ». Il exprime l'inhumanité de cet événement dans « Mars à Vincennes »<sup>59</sup> :

### Il pleut sur l'Exposition coloniale

Les Pénitents Les Rois Fainéants Les Sénégalais  
 L'automobile du Roi du Caoutchouc  
 L'Exposition coloniale  
 L'anneau dans le nez de la Religion catholique  
 Les hosties de la Défense nationale  
 Fétiches fétiches on te brûle si tu fais  
 la nique à des hommes couverts de sabres et dorures  
 et l'outrage aux magistrats dans l'exercice de leurs fonctions  
 l'Exposition coloniale  
 L'anneau dans le nez de la Troisième République l'enfantement obligatoire  
 Il faut des soldats à la Patrie  
 L'Exposition coloniale  
 Palmes pâles matins sur les Iles Heureuses  
 palmes pâles paumes des femmes de couleur  
 palmes huiles qui calmez les mers sur les pas d'une corvette  
 charmes des spoliations lointaines dans un décor édénique  
 De nouvelles Indes pour les perversités du Percepteur  
 et le Missionnaire cultive une Sion de cannes à sucre  
 tandis que le nègre Diagne élevé pour la perspective à la dignité ministérielle  
 administre admirablement massacrés et massacreurs  
 sous l'égide du coq tricolore ô Venise  
 Othello la nuit n'est plus noire  
 Aujourd'hui malgré les illuminations modernes  
 Les bourreaux chamarrés parlent du ciel inaugural  
 de la grandeur de la France et des troupeaux d'éléphants  
 des navires des pénitentiaires des pousse-pousse  
 du riz où chante l'eau des travailleurs au teint d'or  
 des avantages réservés aux engagés volontaires de l'infanterie de marine  
 du paysage idéal de la baie d'Along  
 de la loyauté de l'indigénat chandernagorique  
 Soleil d'au-delà des mers tu angélises  
 la barbe excrémentielle des gouverneurs  
 Soleil de corail et d'ébène  
 Soleil des esclaves numérotés  
 Soleil de nudité soleil d'opium soleil de flagellation  
 Soleil du feu d'artifice en l'honneur de la prise de la Bastille  
 Au-dessus du Cayenne un quatorze juillet  
 Il pleut il pleut à verse sur l'Exposition Coloniale

59. Source musée de l'Histoire de l'immigration.

**Dans notre prochain numéro vous retrouverez notre solidarité ...**

#### Aux quatre coins du monde

*La guerre d'Indépendance dans le Rif*  
*Solidarité avec nos camarades d'Espagne*  
*Des sales guerres d'Indochine et du Vietnam*  
*La solidarité avec le syndicat des cheminots du Vietnam*  
*Les années de guerre et de luttes pour la paix en Algérie*  
*Solidarité avec le peuple chilien*

*Avec le Cambodge acte de paix et de solidarité*  
*Un bateau pour le Nicaragua*  
*En Palestine, l'histoire se perpétue*  
*Afrique du Sud : la lutte contre l'apartheid*  
*Avec les cheminots cubains*

